

REPUBLIQUE TOGOLAISE



MINISTRE DE LA PLANIFICATION
DU DEVELOPPEMENT

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES ET DEMOGRAPHIQUES
(INSEED)

COMPTES NATIONAUX DU TOGO 2014

COMPTES DEFINITIFS



Juin 2017



COMPTES NATIONAUX DU TOGO
2014

COMPTES DEFINITIFS

FICHE SIGNALÉTIQUE DE L'ÉCONOMIE TOGOLAISE

Indicateurs de performance globale de l'économie				
Rubrique	Libellé	2012	2013	2014
Principaux Agrégats (<i>En Milliards de FCFA, valeur courante</i>)				
	Produit intérieur brut (PIB)	1 977,5	2 134,5	2 259,0
	Exportations de biens et services	894,0	992,0	897,2
	Importations de biens et services	1 170,8	1 414,8	1 304,5
	Formation brute de capital fixe (FBCF)	504,4	582,7	677,6
	Consommation finale totale (CF)	1 793,4	1 925,8	2 035,7
	Épargne brute	310,8	350,7	397,1
Agrégat par tête (<i>En milliers de FCFA</i>)				
	PIB/tête	307,5	323,9	334,6
	CF des ménages/tête	226,9	238,3	241,0
	RDB des ménages/tête	241,0	256,2	273,0
Taux de croissance (%)				
	Taux de croissance réel du PIB	6,5	6,1	5,9
	Taux de croissance réel de la CF des ménages	1,3	5,6	5,0
	Taux de croissance réel de la FBCF	-0,5	13,4	13,7
	Taux de croissance réel des Exportations	9,7	7,5	-8,0
	Taux de croissance réel des Importations	-3,6	18,1	-5,3
Indicateurs de structure et autres taux (%)				
	Part de l'informel dans le PIB (<i>non compris les loyers imputés et services domestiques</i>)	40,9	40,1	39,3
	Taux d'investissement [(FBCF+VS)/PIB]	23,3	29,6	27,9
	Taux d'épargne [Épargne brute/PIB]	15,7	16,4	17,6
	Taux effectif de prélèvement fiscal [Total des impôts et taxes / PIB]	14,5	17,2	19,6
Prix (%)				
	Déflateur du PIB	1,6	1,7	0,1
	Taux d'inflation (IHPC)	2,7	1,8	0,2
Echange avec l'extérieur				
	Solde balance des biens et services/PIB (%)	-14,0	-19,8	-18,0
	Taux de pénétration (%) [Importations/Total Ressource]	37,2	39,9	36,6
	Propension moyenne à exporter [Exportations/PIB]	0,452	0,465	0,397
	Propension moyenne à importer [Importations/PIB]	0,592	0,663	0,577
	Taux de dépendance de l'économie vis-à-vis de l'extérieur (%)	104,4	112,8	97,5
	Taux de couverture du commerce extérieur (%)	76,4	70,1	68,8
	Termes de l'échange (%)	99,3	100,1	100,2
	Capacité/besoin de financement du reste du monde/PIB (%)	0,1	5,8	3,4
	Exportations des biens manufacturés/Total exportations (%)	61,3	60,9	56,6
Indicateurs de comportement et de participation des sociétés non financières (%)				
	Part salariale	30,3	29,3	35,4
	Taux de marge	68,5	69,2	62,8
	Part de l'épargne des entreprises dans l'épargne totale	11,6	17,1	-8,8
	Taux d'investissement	34,5	45,2	48,5

Indicateurs de performance globale de l'économie				
Rubrique	Libellé	2012	2013	2014
Indicateurs de comportement et de participation des ménages				
	Propension moyenne à consommer	0,942	0,930	0,883
	Part de l'investissement financé par l'épargne (%)	130,1	133,3	49,8
	Part de la CF dans le PIB (%)	73,8	73,5	72,0
	Investissement des ménages dans l'investissement total (%)	25,6	25,0	17,0
Population				
	Population totale (<i>en millions</i>)	6,431	6,589	6,752
	Population active occupée (<i>en millions</i>)	2,492	2,531	2,550
	Taux de croissance démographique moyen (%)	2,4	2,4	2,5
Ratios (%)				
	Consommation finale des ménages/PIB	73,8	73,5	72,0
	Consommation finale publique/PIB	15,3	15,1	16,5
	Consommation finale totale/PIB	90,7	90,2	90,1
	FBCF Privée/PIB	18,4	20,6	21,4
	FBCF publique/PIB	7,1	6,7	8,6
	FBCF totale/PIB	25,5	27,3	30,0
	Exportations/PIB	45,2	46,5	39,7
	Importations/PIB	59,2	66,3	57,7

EQUIPE TECHNIQUE DES COMPTES NATIONAUX

<p>Kokou Yao N'GUSSAN, Directeur général de l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED)</p>
<p>Tchiou ANIMAOU, Directeur de la comptabilité nationale et des études économiques (DCNEE)</p>
<p>Kodzo Dodzi HEVI, Chargé de la Division des comptes nationaux et de la prévision (DCNP)</p>
<p>Atcharé Kossivi BANDJE Responsable du secteur primaire</p>
<p>Koffi Mepanou ADOLI, Responsable du compte des administrations publiques</p>
<p>Amey OTCHAKPA Responsable du compte des sociétés non financières</p>
<p>Nouroudine ABDOULAYE, Responsable du compte des opérations avec le Reste du monde</p>
<p>Wiyao DJENGLE, Responsable du compte des sociétés financières</p>
<p>Abravi DUYIBOE, Compte des administrations publiques, Responsable du volet sécurité sociale</p>
<p>P'lanam Germain FAROUH, Compte des administrations publiques, Responsable des administrations publiques centrales</p>
<p>Manzama FAWIE, Compte des administrations publiques, Responsable des Etablissements publics nationaux (EPN)</p>
<p>Dadja Tassondi TAZOU, Responsable du compte des sociétés non financières</p>
<p>Kodjovi NATOR, Secteur primaire, Responsable du volet élevage, pêche et sylviculture</p>
<p>Komlan S. PADOMNAWE Agent d'appui</p>
<p>Pitcholo Esso-Hanam ASSOTI Agent d'appui</p>

TABLE DES MATIERES

FICHE SIGNALÉTIQUE DE L'ÉCONOMIE TOGOLAISE.....	I
EQUIPE TECHNIQUE DES COMPTES NATIONAUX.....	III
TABLE DES MATIERES.....	IV
LISTE DES TABLEAUX.....	V
LISTE DES GRAPHIQUES ET ENCADRES.....	V
SIGLES ET ACRONYMES.....	VI
AVANT-PROPOS.....	1
RESUME.....	2
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	3
2. ACTIVITE ECONOMIQUE NATIONALE EN 2014.....	4
2.1: FORMATION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT SUIVANT LES TROIS OPTIQUES	4
2.2: ANALYSE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE DU POINT DE VUE DE L'OFFRE	6
2.2.1. SECTEUR PRIMAIRE.....	7
2.2.2. SECTEUR SECONDAIRE	8
2.2.3. SECTEUR TERTIAIRE.....	9
2.2.4. PART DE L'INFORMEL DANS LE PIB.....	11
2.2.5. EMPLOI DANS L'ÉCONOMIE EN 2014.....	12
2.3: ÉVOLUTION DES EMPLOIS DU PIB	13
2.3.1. CONSOMMATION FINALE.....	13
2.3.2. FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE (FBCF).....	14
2.3.3. VARIATIONS DES STOCKS	15
2.3.4. ÉCHANGES EXTERIEURS DE BIENS ET SERVICES.....	15
2.4: ANALYSE DES SECTEURS INSTITUTIONNELS EN 2014	17
2.4.1. MÉNAGES ET ENTREPRENEURS INDIVIDUELS	17
2.4.2. SITUATION DES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES (SNF)	18
2.4.3. SITUATION DES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	18
2.4.4. ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	19
2.5: COMPTE DU RESTE DU MONDE.....	20
ANNEXES.....	22
ANNEXE 1: VENTILATION DE LA VALEUR AJOUTÉE PAR BRANCHE D'ACTIVITÉS À PRIX COURANTS	22
ANNEXE 2: VALEUR AJOUTÉE BRUTE PAR BRANCHE D'ACTIVITÉS (À PRIX CONSTANTS BASE 2007)	23
ANNEXE 3: ÉQUILIBRE RESSOURCES - EMPLOIS DE L'ÉCONOMIE DE 2007 À 2014 À PRIX COURANTS	24
ANNEXE 4: MATRICE EMPLOI 2014	25
ANNEXE 5: TABLEAUX DE SYNTHÈSE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE.....	26
<i>Annexe 5. 1: Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) 2013, base 2007</i>	<i>26</i>
<i>Annexe 5. 2: Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) 2014, base 2007</i>	<i>27</i>
<i>Annexe 5. 3: Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) 2013, courant</i>	<i>28</i>
<i>Annexe 5. 4: Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) 2014, courant</i>	<i>29</i>
<i>Annexe 5. 5: Tableau des Comptes Économiques Intégrés (TCEI) 2013.....</i>	<i>30</i>
<i>Annexe 5. 6: Tableau des Comptes Économiques Intégrés (TCEI) 2014.....</i>	<i>31</i>
ANNEXE 6: MACRO-MATRICE DE COMPTABILITÉ SOCIALE (MCS) AGRÉGÉE DU TOGO POUR 2014	32
ANNEXE 7: APERÇU MÉTHODOLOGIQUE	33
GLOSSAIRE.....	40

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Formation du PIB selon les trois optiques à prix courants et à prix constants	5
Tableau 2: Evolution des principales productions vivrières et de rente	8
Tableau 3: Evolution de la production de l'élevage et de la pêche à prix courants.....	8
Tableau 4: Evolution des ressources et des emplois du PIB à prix constants base 2007	13
Tableau 5: Formation brute de capital fixe par produit	14
Tableau 6: Evolution de la FBCF de 2012 à 2014 en valeur par secteur institutionnel	14
Tableau 7: Evolution en valeur des biens et services exportés de 2012 à 2014	16
Tableau 8: Evolution en valeur des biens et services importés de 2012 à 2014.....	16
Tableau 9: Evolution en valeur de la consommation finale des ménages selon la nature des dépenses	17
Tableau 10: Quelques indicateurs sur les SNF.....	18
Tableau 11: Quelques indicateurs sur les SF.....	19
Tableau 12: Quelques indicateurs sur les APU	19
Tableau 13: Compte du Reste du monde de 2012 à 2014	20

LISTE DES GRAPHIQUES ET ENCADRES

Graphique 1: Part (%) des différents secteurs dans le PIB en 2014, prix constants 2007	6
Graphique 2: Contributions à la croissance du PIB des secteurs d'activité entre 2012 et 2014.....	7
Graphique 3: Répartition (%) sectorielle des activités informelles en 2013 et 2014	11
Graphique 4: Répartition (%) de l'emploi formel et informel dans les secteurs d'activité en 2014	12
Encadré 1 : Approche de calcul du SIFIM selon le SCN 2008	21

SIGLES ET ACRONYMES

AFRISTAT	: Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne
AFRITAC de l'Ouest	: Centre régional d'assistance technique du FMI pour l'Afrique de l'Ouest
APU	: Administrations publiques
BIE	: Budget d'investissement et d'équipement
BTP	: Bâtiments et travaux publics
CAF	: Coût, assurance et fret
CB	: Compte de branche
CCF	: Consommation de capital fixe
CPC	Classification centrale des produits
CF	: Consommation finale
CITI (Rev 3)	: Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (troisième révision)
CITI (Rev 4)	: Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité Economique (quatrième révision)
CNSS	: Caisse nationale de sécurité sociale
DCNEE	: Direction de la comptabilité nationale et des études économiques
DCNP	: Division des comptes nationaux et de la prévision
DEC 2080	: Document des établissements de crédit
DGIPE	: Direction de la gestion informatique du personnel de l'Etat
DGSCN	: Direction générale de la statistique et de la comptabilité nationale
DSF	: Déclarations statistiques et fiscales
EB	: Épargne brute
EBE	: Excédent brut d'exploitation
EPN	: Etablissements publics nationaux
ERE	: Équilibre des ressources et des emplois
ERETES	: Équilibre ressources emplois - Tableau entrée sortie
FAB	: Franco à bord
FBC	: Formation brute de capital
FBCF	: Formation brute de capital fixe
FCFA	: Franc de la communauté financière africaine
FMI	: Fonds monétaire international
IHPC	: Indice harmonisé des prix à la consommation
INSEED	: Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques
ISBL	: Institution sans but lucratif
ISBLSM	: Institution sans but lucratif au service des ménages
ITNP	: Impôts et taxes nets sur les produits
NAEMA	: Nomenclature des activités des Etats membres d'AFRISTAT
NOPEMA	: Nomenclature des produits des Etats membres d'AFRISTAT

ONG	: Organisation non gouvernementale
PAI	: Programme d'appui institutionnel de l'Union européenne à l'État togolais
PIB	: Produit intérieur brut
PNIASA	: Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire
PNUD	: Programme des nations unies pour le développement
QUIBB	: Questionnaire unifié des indicateurs de base de bien-être
RDB	: Revenu disponible brut
RDM	: Reste du monde
RGPH	: Recensement général de la population et de l'habitat
RSa	: Rémunération des salariés
SCN	: Système de comptabilité nationale des Nations unies
SCN 93	: Système de comptabilité nationale des Nations unies de 1993
SCN 2008	: Système de comptabilité nationale des Nations unies de 2008
SF	: Société financière
SH	: Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises
SIFIM	: Services d'intermédiation financière indirectement mesurés
SNF	: Société non financière
TCEI	: Tableau des comptes économiques intégrés
TRE	: Tableau des ressources et des emplois
TVA	: Taxe sur la valeur ajoutée
UE	: Union européenne
UEMOA	: Union économique et monétaire ouest africaine
VAB	: Valeur ajoutée brute
VS	: Variations des stocks

AVANT-PROPOS

L'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) a une fois encore le plaisir de publier le document d'analyse de l'activité économique pour l'année 2014. Ce document s'intitule « **Comptes nationaux définitifs du Togo 2014** ». Cette nouvelle publication des résultats des comptes nationaux est la huitième de l'exercice de redynamisation de la production régulière des comptes nationaux au Togo.

Ces comptes ont été élaborés conformément aux recommandations du Système de comptabilité nationale des Nations Unies de 1993 (SCN 1993) et à l'aide de l'outil ERETES. Cette publication complète la série des comptes nationaux de 2000 à 2013.

L'INSEED tient à adresser ses remerciements :

- ✓ au Gouvernement pour tous les moyens mis à sa disposition afin qu'il puisse relever le défi de la production des données statistiques fiables en général et des comptes nationaux en particulier ;
- ✓ au Centre régional d'assistance technique du FMI pour l'Afrique de l'Ouest (AFRITAC de l'Ouest) pour son appui technique ;
- ✓ à la commission de l'Union européenne (UE) pour son appui financier et technique à travers le deuxième Programme d'appui institutionnel à l'Etat togolais (PAI2) ;
- ✓ aux membres du Comité national PIB pour leur contribution ;
- ✓ à tous les partenaires techniques et financiers ;
- ✓ aux membres du système statistique national et aux autres fournisseurs de données statistiques (opérateurs économiques, ONG et associations, etc.) pour leur disponibilité à fournir les données ;
- ✓ à l'équipe des comptes nationaux pour le travail réalisé et à tout le personnel de l'INSEED pour leurs contributions diverses ;
- ✓ à toute personne associée de près ou de loin aux travaux.

Toutes remarques ou suggestions sur le contenu ou la forme du présent document seront les bienvenues. Les utilisateurs intéressés peuvent prendre contact avec l'INSEED pour toutes informations complémentaires.

Résumé

En 2014, l'économie mondiale affiche un taux de croissance de 3,4% selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI). Cette croissance résulte des disparités de développement qu'ont connu les différentes zones géographiques à travers le soutien de la croissance dans l'économie des pays industrialisés et un ralentissement dans les pays émergents et en développement.

Dans l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), l'activité économique a connu une croissance soutenue de 6,5%, essentiellement tirée par le regain de dynamisme de l'économie ivoirienne qui enregistre 8,5% de croissance. Cette croissance résulte de la performance des productions agricole et industrielle ainsi que de la bonne tenue de l'activité dans la branche « Bâtiments et Travaux Publics ».

Au Togo, l'activité économique est marquée par la poursuite des travaux de construction et de réhabilitation des infrastructures de base. Le Produit intérieur brut (PIB) en 2014 est de 2 259,0 milliards de FCFA contre 2 134,5 milliards de FCFA en 2013, en valeur nominale. En valeur réelle, le PIB s'élève à 1 892,1 milliards de FCFA en augmentation de 5,9% par rapport à son niveau de 2013.

De l'analyse de l'offre, il ressort, à l'instar des années précédentes, que le secteur tertiaire représente en termes réels la plus importante part du PIB en 2014 avec un poids de 47,1%. Il est suivi du secteur primaire (22,2%) et du secteur secondaire (18,1%). Le secteur informel pour sa part, contribue à la formation du PIB à hauteur de 39,3% contre 40,1% en 2013. Par ailleurs, le secteur tertiaire continue de jouer un rôle important dans la croissance du PIB réel en 2014, avec une contribution de 3,2 points sur les 5,9% de croissance obtenue en 2014.

Dans l'optique de la demande, la dépense de consommation finale s'élève à 1 744,2 milliards de FCFA en 2014 contre 1 632,0 milliards de FCFA en 2013 à prix constant base 2007, représentant un accroissement en 2014 de 6,9% contre 5,5% un an plus tôt. La dépense de consommation finale totale représente 92,2% du PIB réel en 2014 contre 91,4% en 2013 et sa contribution à la croissance du PIB est de 6,3 points. Cette hausse est due à la progression de la consommation finale des ménages de 5,0% et celle des administrations publiques de 15,0% en 2014. La FBCF, est passée de 483,5 milliards de FCFA en 2013 à 549,9 milliards de FCFA en 2014 prix constant base 2007, soit une progression de 13,7%, contribuant positivement à la croissance du PIB réel de 3,7 points. Son poids dans le PIB réel passe de 27,1% en 2013 à 29,1% en 2014.

S'agissant des échanges extérieurs de biens et services, le solde en valeur courante passe de - 422,8 milliards de FCFA en 2013 à - 407,3 milliards de FCFA en 2014, traduisant ainsi une amélioration du déficit extérieur du compte courant.

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Un environnement économique international marqué par un léger redressement de l'activité mondiale

L'économie mondiale a connu une expansion modérée en 2014 avec un taux de croissance qui s'est établi à 3,4% contre 3,2% en 2013 suite aux disparités de développement qu'ont connues les différentes zones géographiques.

Les pays industrialisés ont connu une accélération de leur croissance de 1,8% en 2014 selon le Fond monétaire international (FMI). Cette performance est due à la bonne tenue de la demande intérieure et extérieure aux Etats-Unis. Elle s'explique également par la baisse des cours du pétrole et le regain de compétitivité consécutif aux mesures d'assouplissement monétaire prises par la Banque centrale européenne (BCE) qui a porté la croissance dans la zone euro de -0,5% en 2013 à 0,9% en 2014¹.

Les performances des pays émergents et en développement ont été limitées par un contexte macroéconomique international difficile : le taux de croissance y est passé de 5,0% en 2013 à 4,6% en 2014. La Chine et le Brésil ont connu une baisse de leur croissance économique, qui passe respectivement de 7,8% et 2,7% en 2013 à 7,4% et 0,1% en 2014. Toutefois, le produit intérieur brut de l'Inde a enregistré une augmentation de 7,2% en 2014 contre 6,9% en 2013, selon les estimations du FMI, et ceci grâce au dynamisme de son économie dû principalement à la relance des investissements publics, à l'amélioration du climat des affaires et à la compétitivité extérieure².

Une croissance relativement solide au sein des Etats membres de l'UEMOA et largement tirée par celle de la Côte d'Ivoire

La croissance de l'ensemble de la zone est restée plus dynamique que dans le reste de l'Afrique subsaharienne avec un niveau de 6,5%, en progression par rapport à l'année précédente (+5,5%). Cette performance résulte des progrès accomplis par la majorité des pays de l'Union notamment la Côte d'Ivoire dont le taux de croissance annuel est resté le plus élevé de la région pour la deuxième année consécutive (+8,5% en 2014). La performance économique de l'Union s'explique par la réalisation de vastes programmes d'investissements publics en infrastructures et la réussite de la campagne agricole 2014-2015 qui n'a pas connu d'aléas climatiques majeurs. Le secteur agricole a été particulièrement dynamique et a contribué à près du tiers de la croissance de la région. La baisse du niveau général des prix des produits alimentaires et des hydrocarbures sur l'ensemble de l'année a fait passer le taux d'inflation en moyenne dans l'Union à -0,2% en 2014 contre 1,5% en 2013.

¹ Rapport annuel de la BCEAO-2014

² Balance des paiements et position extérieure globale du Togo au titre de l'année 2014

2. ACTIVITE ECONOMIQUE NATIONALE EN 2014

Sur le plan national, la demande intérieure connaît une progression notable. En effet, la consommation finale augmente de 6,9% en volume contre 5,8% en 2013. La formation brute du capital fixe (FBCF) augmente de 13,7%. Par ailleurs, l'économie continue de bénéficier de la poursuite des projets d'appui au développement de l'agriculture à travers le Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA) et des projets visant le renforcement des infrastructures socio-économiques.

L'agriculture a bénéficié d'une bonne campagne agricole 2014-2015 suite à une meilleure répartition spatio-temporelle de la pluviométrie. Dans les autres secteurs, on note la poursuite des grands travaux de construction (troisième quai, port de transbordement, darse, routes, etc.) et des réformes structurelles visant à améliorer le climat des affaires. L'année 2014 est marquée par un nouveau recul de l'inflation qui se situe à 0,2% contre 1,8% en 2013.

2.1: Formation du produit intérieur brut suivant les trois optiques

En 2014, le produit intérieur brut (PIB) s'établit en valeur à 2 259,0 milliards de FCFA contre 2 134,5 milliards de FCFA en 2013. Aux prix de l'année de base 2007, le PIB s'élève à 1 892,1 milliards de FCFA contre 1 786,3 milliards de FCFA en 2013, en progression de 5,9% en termes réels contre 6,1% en 2013.

Optique production

La valeur ajoutée brute (VAB) des branches passe de 1 564,9 milliards de FCFA en 2013 à 1 653,8 milliards de FCFA en 2014, soit une progression de 5,7% à prix constants base 2007. Les impôts nets sur les produits passent de 221,4 milliards de FCFA en 2013 à 238,3 milliards de FCFA en 2014, soit une progression de 7,6%. A prix courants, les impôts nets sur les produits se chiffrent à 327,7 milliards de FCFA en 2014, contre 271,2 milliards de FCFA en 2013.

Optique dépense

Du point de vue de la demande, les dépenses de consommation finale passent de 1 632,0 milliards de FCFA en 2013 à 1 744,2 milliards de FCFA en 2014, avec un poids de 92,2% dans le PIB réel contre 91,4% en 2013. Cette consommation connaît une progression en volume de 6,9% contre 5,5% en 2013. La formation brute du capital fixe (FBCF) augmente de 13,7% en 2014 à un rythme moins soutenu qu'en 2013 et atteint 549,9 milliards de FCFA. Les exportations et les importations ont respectivement baissé de 8,0% et de 5,3% alors qu'elles avaient fortement augmenté en 2013.

Optique revenu

En 2014, l'excédent brut d'exploitation (EBE) se chiffre à 1 373,7 milliards de FCFA en valeur, se situant presque au même niveau qu'en 2013 alors que les rémunérations des salariés, évaluées à 541,4 milliards de FCFA, enregistrent une progression de 14,6%. En conséquence, la part de l'EBE dans le PIB se réduit au profit de celle des rémunérations des salariés. En

effet, la part de l'EBE passe à 60,8% en 2014 contre 64,6% en 2013 tandis que celle des rémunérations des salariés passe de 22,1% à 24,0% au cours de la même période.

Les impôts nets des subventions sur la production et les produits enregistrent une progression de 21,2% en 2014 et se chiffrent à 343,9 milliards de FCFA contre 283,7 milliards de FCFA en 2013. Cette évolution des impôts et taxes s'explique par la performance des recouvrements fiscaux de l'administration générale des impôts et aux contributions indirectes liquidées par l'administration générale des douanes.

Tableau 1: Formation du PIB selon les trois optiques à prix courants et à prix constants

- *Prix courants, 2014*

Unité = 1 million de FCFA

	2012	2013	2014
PIB (approche production)	1 977 542	2 134 464	2 259 047
Valeur ajoutée	1 758 351	1 863 225	1 931 319
+ Impôts sur les produits	261 728	311 616	341 772
- Subventions sur les produits	42 537	40 377	14 044
PIB (approche demande)	1 977 542	2 134 464	2 259 047
Dépense de consommation finale	1 793 383	1 925 829	2 035 742
+ Formation brute de capital	461 017	631 450	630 633
+ Exportations de biens et services	893 955	992 014	897 164
- Importations de biens et services	1 170 813	1 414 829	1 304 492
PIB (approche revenus)	1 977 542	2 134 464	2 259 047
Rémunération des salariés	419 860	472 599	541 432
+ Excédent brut d'exploitation (EBE)	1 328 849	1 378 187	1 373 728
+ Impôts nets de subvention sur la production et les produits	228 833	283 678	343 887

Source: INSEED, 2017

- *Prix constants, base 2007*

Unité = 1 million de FCFA

	2012	2013	2014
PIB (approche production)	1 683 397	1 786 292	1 892 051
Valeur ajoutée	1 491 657	1 564 907	1 653 750
+ Impôts sur les produits	229 078	257 762	256 897
- Subventions sur les produits	37 338	36 377	18 596
PIB (approche demande)	1 683 397	1 786 292	1 892 051
Dépense de consommation finale	1 546 167	1 631 967	1 744 194
+ Formation brute de capital	389 060	527 779	521 779
+ Exportations de biens et services	722 246	776 618	714 648
- Importations de biens et services	974 076	1 150 072	1 088 570

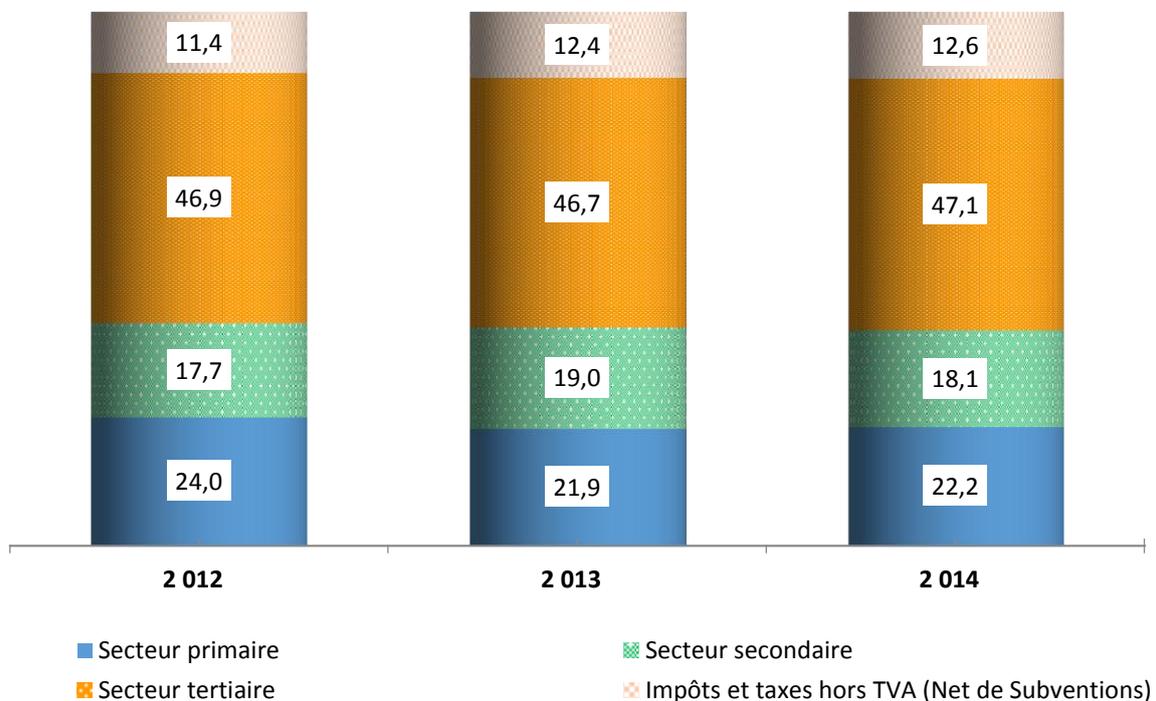
Source: INSEED, 2017

2.2: Analyse de l'activité économique du point de vue de l'offre

Activité économique en 2014 marquée par la prédominance du secteur tertiaire

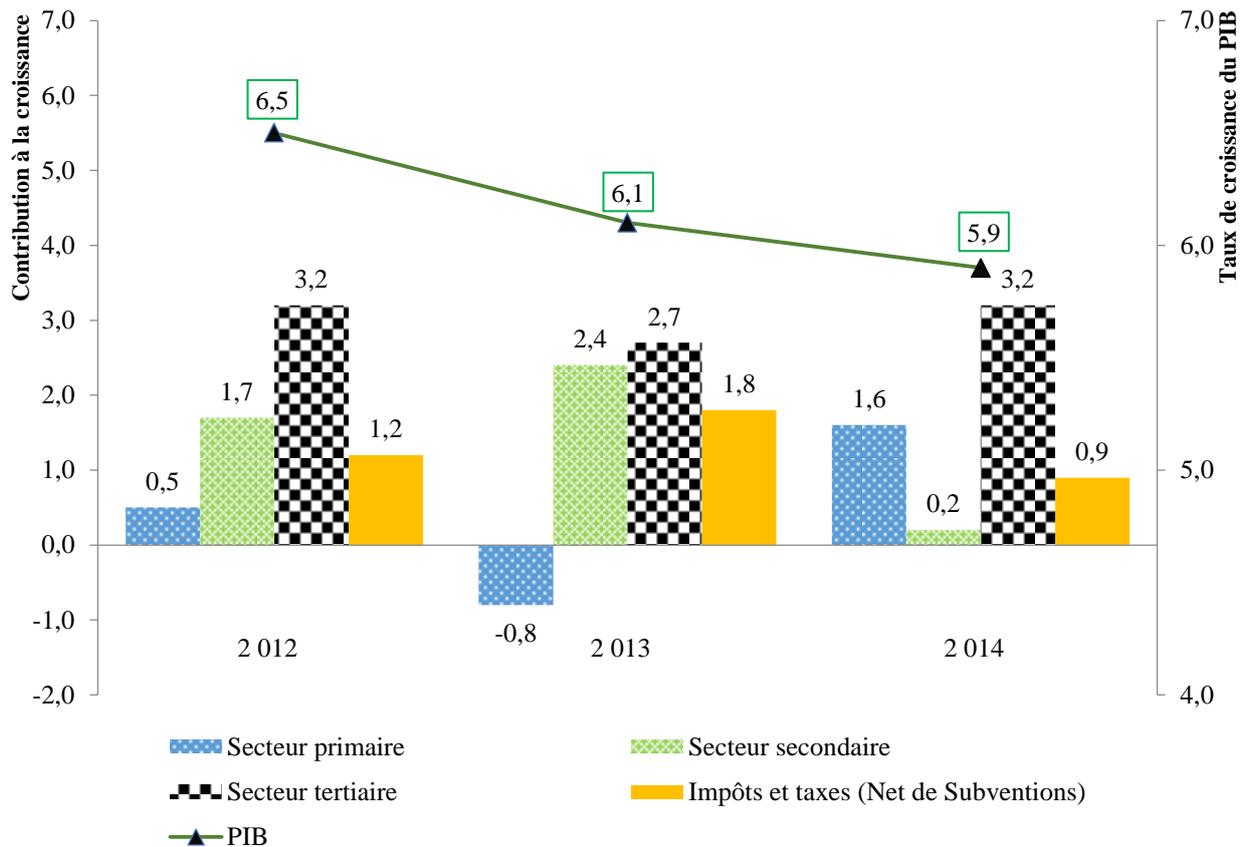
A l'instar des années précédentes, la valeur ajoutée du secteur tertiaire représente la plus importante part du produit intérieur brut (PIB) en 2014 avec un poids de 43,6% en termes courants et 47,1% en termes réels (prix constants base 2007). Il est suivi du secteur primaire (22,2%) et du secteur secondaire (18,1%). En valeur, le poids du secteur primaire et celui du secondaire sont respectivement de 25,7% et 16,2%. Les impôts et taxes nets de subventions représentent 12,6% du PIB en termes réels en 2014, en progression de 0,2 point par rapport à 2013.

Graphique 1: Part (%) des différents secteurs dans le PIB en 2014, prix constants 2007



Source: INSEED, 2017

Le secteur tertiaire continue de jouer un rôle important dans la croissance du PIB réel en 2014, avec une contribution de 3,2 points sur les 5,9% de croissance obtenue en 2014. Le secteur secondaire contribue à 0,2 point en 2014. La contribution du secteur primaire est de 1,6 point contre -0,8 point en 2013.

Graphique 2: Contributions à la croissance du PIB des secteurs d'activité entre 2012 et 2014

Source: INSEED, 2017

2.2.1. Secteur primaire

Reprise de la croissance dans le secteur primaire

Le secteur primaire comprend les activités liées à la transformation du milieu naturel. Il regroupe l'agriculture, l'élevage, la chasse, la pêche et la sylviculture. Ce secteur regroupe essentiellement les unités de production informelles (99,8% de la valeur ajoutée du secteur en 2014).

La production en valeur du secteur primaire s'accroît de 3,1% en 2014 contre 0,2% en 2013. Sa valeur ajoutée en hausse de 2,3% par rapport à 2013, s'établit à 580,2 milliards de FCFA et représente 25,7% du PIB nominal. En termes réels, elle représente 22,2% du PIB et contribue à la croissance de 1,6% contre -0,8% en 2013. En 2014, toutes les branches du secteur enregistrent une croissance de leur valeur ajoutée : la valeur ajoutée de la branche « Agriculture vivrière » progresse de 7,7% après le recul de 5,4% en 2013 ; la branche « Culture de produits de rente » enregistre une forte hausse de 23,5% ; la branche « Elevage et chasse », la deuxième plus importante du secteur, augmente de 1,2% (voir Annexe 2).

Tableau 2: Evolution des principales productions vivrières et de rente

Unité = 1 Million de FCFA

Principaux produits	2012	2013	2014	Evolution 2014/2013 (%)
Céréales	184 209	213 657	194 832	-8,8
dont:				
<i>Maïs</i>	96 193	92 246	97 211	5,4
<i>Riz Paddy</i>	27 291	37 245	27 893	-25,1
<i>Mil et Sorgho</i>	58 323	81 699	66 722	-18,3
Fruit	14 674	14 470	14 236	-1,6
Culture d'exportation	49 171	50 344	64 265	27,7
dont:				
<i>Cacao en fève</i>	6 157	8 918	14 785	65,8
<i>Café marchand</i>	8 461	8 037	10 437	29,9
<i>Coton graine</i>	17 760	17 127	24 200	41,3
Tubercules	145 219	118 915	136 066	14,4
Légumes	102 219	92 762	93 168	0,4
Total Produits agricoles	495 492	490 148	502 567	2,5

Source: INSEED, 2017

Ce bon comportement du secteur relève de l'exécution des différents projets du PNIASA et d'une pluviométrie favorable durant toute la campagne agricole.

Tableau 3: Evolution de la production de l'élevage et de la pêche à prix courants

Unité = 1 Million de FCFA

Principaux produits	2012	2013	2014	Evolution 2014/2013 (%)
Animaux vivants	65 346	68 352	73 387	7,4
dont:				
<i>Bovins sur pieds</i>	11 532	9 625	9 775	1,6
<i>Ovins et caprins sur pieds</i>	27 004	30 967	33 621	8,6
<i>Volailles</i>	26 810	27 760	29 991	8,0
Œufs	7 232	7 234	7 681	6,2
Autres produits d'origine animale	10 578	12 128	12 595	3,9
Produits de la pêche	24 464	25 424	25 606	0,7
Total élevage et pêche	107 620	113 138	119 269	5,4

Source: INSEED, 2017

2.2.2. Secteur secondaire

Ralentissement de l'activité économique dans le secteur secondaire

Les branches d'activités du secteur secondaire sont constituées des industries extractives, des industries manufacturières, des activités de production d'électricité, d'eau et de gaz ainsi que de la construction.

La part de ce secteur dans le PIB réel s'établit à 18,1% en 2014 contre 19,0% en 2013. Ce secteur contribue à la création de la richesse nationale pour 342,5 milliards de FCFA à prix constants base 2007, en hausse de 1,0% par rapport à 2013. La contribution du secteur à la

croissance du PIB est de 0,2 point contre 2,4 points en 2013. Cette contre-performance du secteur en 2014 est principalement due à la baisse de la valeur ajoutée de la branche « Construction ». Dans cette branche, l'évolution de la valeur ajoutée (-25,4% en valeurs réelles) n'a pas suivi celle de la production (+30,5% en valeurs réelles).

En dehors de la branche « Construction », les autres branches enregistrent une croissance de leurs activités en 2014. Les industries manufacturières qui représentent 12,2% du PIB réel en 2014, enregistrent une croissance de 4,8% par rapport à 2013. La performance des industries manufacturières provient de la branche « Industries agroalimentaires » (1,8%) et de celle des « Matériaux de construction » dont la valeur ajoutée progresse de 11,1%, en lien avec la hausse de la production de la branche « Construction ».

La branche « Electricité, gaz et eau » constitue une des branches dont la contribution a permis d'atténuer la régression du secteur secondaire dans la création de la richesse nationale en 2014. Avec un poids de 3,5% dans le PIB réel, elle enregistre une hausse de sa valeur ajoutée brute de 3,7%, essentiellement due à l'extension du réseau électrique.

Pour les industries extractives, on note une baisse de la valeur ajoutée nominale de 9,7% par rapport à 2013. Cette baisse provient de l'extraction de phosphate qui, avec un poids de 1,5% dans le PIB nominal, enregistre une diminution de 17,7% de sa valeur ajoutée consécutive à la baisse de la production malgré la hausse des cours mondiaux (+6,1%). Cependant, la valeur ajoutée des autres industries extractives (0,9% dans le PIB nominal) augmente de 8,1%. La branche a bénéficié de la bonne tenue des activités d'extraction de sable, de graviers destinés à la construction et d'autres minerais. En termes réels, l'activité de la branche connaît une hausse de sa valeur ajoutée (8,9%) due à la bonne tenue de toutes ses sous branches. (Voir Annexe 2).

2.2.3. Secteur tertiaire

Progression de l'activité du tertiaire suite au regain d'activité dans les « Activités de postes et télécommunications » et les services financiers

Le secteur tertiaire qui regroupe l'ensemble des activités de services marchands et non marchands, a enregistré une croissance en volume de sa valeur ajoutée de 6,8%. En 2014, ce secteur demeure la principale composante du PIB réel avec un poids de 47,1%, en hausse, et une contribution à la croissance de 3,2 points.

Le secteur est essentiellement dominé (en termes de poids relatif dans le PIB réel) par les activités d'administration publique (8,4%), le commerce (7,9%), les activités de « postes et télécommunications » (6,8%), les activités de « Transports, entrepôts, réparation » (6,3%), l'éducation (5,4%), les activités de services immobiliers (5,1%) et les activités financières (5,1%).

Activités de services non marchands

Les activités des services non marchands, au cours de l'année 2014, augmentent de 10,4% en valeur courante contre 12,8% en 2013. Le poids de ces services dans le PIB réel passe de

14,7% en 2013 à 14,9% en 2014, soit une hausse de 0,2 point. La valeur ajoutée brute des services d'administration publique augmente de 6,0% (en valeur courante) passant de 164,0 milliards de FCFA en 2013 à 173,9 milliards de FCFA en 2014. Cette performance des Administrations publiques s'explique par l'augmentation des dépenses courantes notamment les salaires (environ 14,0%).

Services marchands

Globalement, les services marchands du secteur tertiaire regroupent le commerce, le transport, les entrepôts et réparation, les activités de postes et télécommunications, les activités financières et les autres activités des services marchands qui comprennent les activités d'hébergement et de restauration, les activités de services immobiliers, les activités de services aux entreprises et les parties marchandes des activités d'éducation et de santé.

Commerce et Transport

En valeur courante, la valeur ajoutée brute du commerce s'établit à 175,0 milliards de FCFA en diminution de 6,9% par rapport à 2013. Son poids dans le PIB nominal est de 7,7%. En termes réels, la branche commerce enregistre une progression de sa VAB de 0,2%.

Pour les services de « Transport, entrepôt et réparation », on note un regain d'activité. En effet, on enregistre une hausse de leur VAB en termes réels de 108,0 milliards de FCFA en 2013 à 119,7 milliards de FCFA en 2014, soit une progression de 10,9%. Cette performance est liée aux travaux d'accroissement de la capacité du Port Autonome de Lomé et à la hausse du trafic aéroportuaire.

Activités de services aux entreprises et de Poste et Télécommunications

Les activités de services aux entreprises enregistrent une baisse de leur valeur ajoutée brute de 3,8% et contribuent négativement à la croissance économique (-0,1 point). Cette baisse de la VAB est due aux charges d'exploitation qui ont augmenté plus que proportionnellement à la production.

En 2014, la branche « Poste et Télécommunications » avec une part dans le PIB réel de 6,8% a enregistré une hausse de 15,0% de sa VAB. La contribution de la branche à la formation du PIB est de 0,9 point. En valeur, cette branche s'est aussi bien comportée avec une augmentation de sa VAB de 11,7% par rapport à 2013 et un poids dans le PIB nominal de 6,1%.

Activités financières

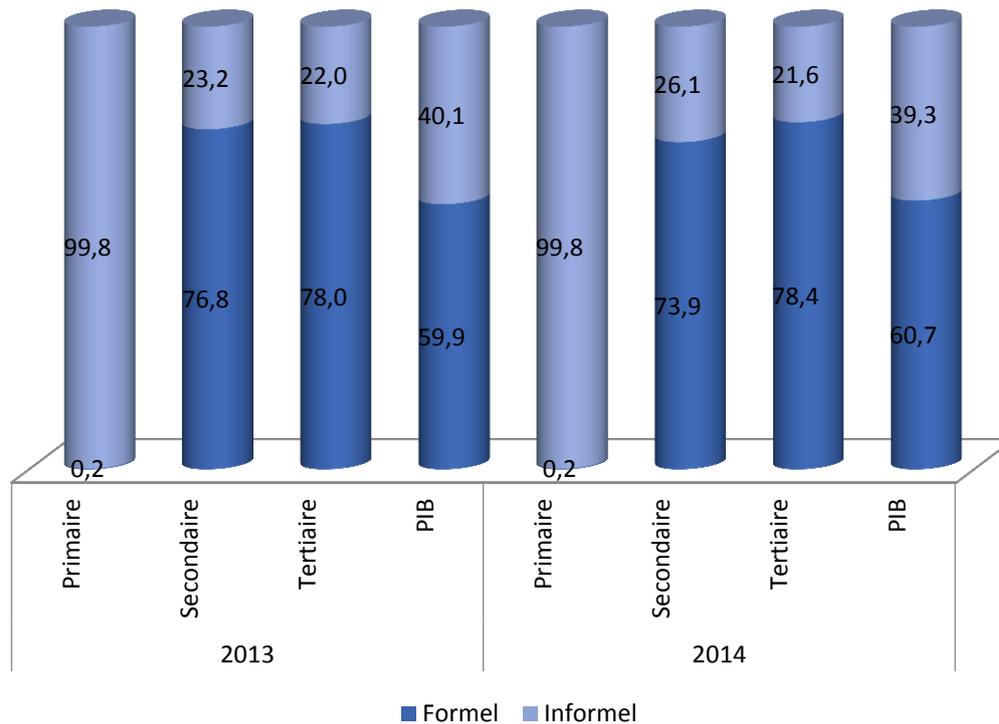
Les activités financières représentent 5,1% du PIB réel en 2014. Leur valeur ajoutée brute passe de 72,6 milliards de FCFA en 2013 à 96,7 milliards de FCFA en 2014, entraînant une évolution de 33,2%. La branche ressort avec une contribution au PIB réel de 1,4 point. L'évolution à la hausse de l'activité des institutions financières résulte de la baisse du taux des

crédits à la clientèle (de 15,8% à 11,5%)³ qui occasionne une demande plus accrue des crédits (22,0%) et par conséquent une augmentation des intérêts et produits assimilés sur créances sur la clientèle de 9,2%⁴.

2.2.4. Part de l'informel dans le PIB

Le secteur informel contribue à la formation du PIB nominal à hauteur de 39,3% contre 40,1% en 2013, soit une valeur ajoutée de 886,9 milliards de FCFA, en hausse de 3,7% par rapport à l'année précédente.

Graphique 3: Répartition (%) sectorielle des activités informelles en 2013 et 2014



Source: INSEED, 2017

Globalement, la baisse des activités informelles se remarque dans le secteur tertiaire (21,6% en 2014 contre 22,0% en 2013). En effet, la baisse de la contribution de l'informel à la formation du PIB est due particulièrement à la régression des activités informelles dans la branche « Activités immobilières » dont les parts dans la branche ont chuté passant de 33,6% en 2013 à 32,3% en 2014. Dans le secteur primaire, les activités informelles conservent leur poids de 99,8% dans la valeur ajoutée brute du secteur.

³ Rapport annuel 2015 de la Commission bancaire, Union Monétaire Ouest Africaine

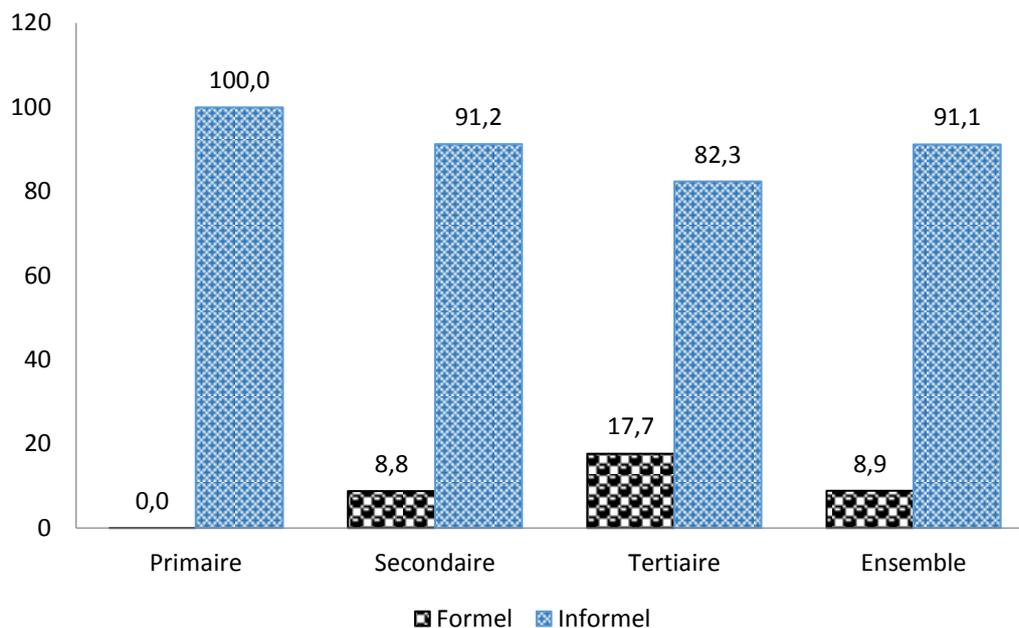
⁴ BCEAO, Bilans et comptes de résultats des banques et établissements financiers, UMOA 2015

2.2.5. Emploi dans l'économie en 2014

En 2014, la population totale est estimée à 6,8 millions d'habitants avec 2,6 millions d'actifs occupés. La population active occupée a augmenté de 19 970 personnes de 2013 à 2014. La répartition détaillée par branche d'activités des actifs occupés figure en annexe 4.

Dans l'ensemble, le secteur informel pourvoit plus d'emplois (91,1%) que le secteur formel (8,9%), traduisant ainsi la précarité des emplois au sein de l'économie. Cette prédominance de l'informel dans l'offre d'emploi est constatée dans tous les secteurs d'activité.

Graphique 4: Répartition (%) de l'emploi formel et informel dans les secteurs d'activité en 2014



Source: INSEED, 2017

L'analyse selon les secteurs d'activité, tous types d'emplois confondus, montre que les secteurs primaire et tertiaire offrent respectivement 41,6% et 41,9% des emplois disponibles en 2014. Dans le secteur primaire, les employés se retrouvent pratiquement dans la production vivrière (97,8%). Quant au tertiaire, les branches qui ont le plus employé de main d'œuvre sont le commerce (48,0%), les activités d'hébergement et de restauration (12,1%), les activités de services collectifs, sociaux et personnels (12,6%) et les transports routiers et par conduites (8,0%) (Voir Annexe 4).

Dans le secteur secondaire, qui emploie 16,4% des actifs occupés en 2014, la majorité des emplois se retrouve dans les branches « Fabrication de textiles, d'articles d'habillement et en cuir » (47,8%) et « Travaux de construction » (20,2%).

2.3: Evolution des emplois du PIB

Une croissance économique tirée par la demande intérieure

La demande intérieure est composée des dépenses de consommation finale (des ménages, des administrations publiques et des ISBLSM) et de l'investissement qui est composé de la formation brute de capital fixe (FBCF) et des variations des stocks (VS).

Tableau 4: Evolution des ressources et des emplois du PIB à prix constants base 2007

	2012	2013	2014	Unité = 1 Million de FCFA	
				Evolution 2014/2013 (%)	CC* du PIB en 2014 (%)
Produit intérieur brut (PIB)	1 683 397	1 786 292	1 892 051	5,9	5,9
Importations	974 076	1 150 072	1 088 570	-5,3	-3,4
Total Ressources	2 657 473	2 936 364	2 980 621	1,5	2,5
Consommation finale (CF)	1 546 167	1 631 967	1 744 194	6,9	6,3
Consommation finale privée	1 242 773	1 311 218	1 375 356	4,9	3,6
dont CF des ménages	1 212 476	1 280 256	1 344 474	5,0	3,6
CF des ISBLSM	30 297	30 962	30 882	-0,3	0,0
Consommation publique	303 394	320 749	368 838	15,0	2,7
Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)	426 522	483 502	549 917	13,7	3,7
FBCF Privée	314 382	374 951	406 549	8,4	1,8
FBCF Publique	112 140	108 551	143 368	32,1	1,9
Variation des Stocks	-37 462	44 277	-28 138	-163,5	-4,1
Exportations	722 246	776 618	714 648	-8,0	-3,5
Total Emplois	2 657 473	2 936 364	2 980 621	1,5	2,5

* Contribution à la croissance

Source: INSEED, 2017

2.3.1. Consommation finale

La consommation finale (CF) constitue la part des ressources destinée à satisfaire les besoins individuels et collectifs des ménages, des administrations publiques et des ISBLSM. La consommation finale ici fait référence à la dépense de consommation finale et non à la consommation finale effective.

A prix constants base 2007, la consommation finale s'élève à 1 744,2 milliards de FCFA en 2014 contre 1 632,0 milliards de FCFA en 2013, soit un accroissement de 6,9%. La consommation finale totale de 2014 représente 92,2% du PIB réel et sa contribution à la croissance du PIB est de 6,3 points contre 5,1 points en 2013. Cette hausse s'explique par la progression de la consommation finale des ménages de 5,0% et celle des administrations publiques de 15,0% en 2014. La contribution à la croissance de la consommation finale des ménages est de 3,6 points.

Par rapport au PIB nominal, la consommation finale des ménages représente 72,0% en 2014 contre 73,6% en 2013 et celle du public représente 16,5% en 2014 contre 15,1% en 2013.

Le déflateur du PIB s'établit à 100,1 en 2014 contre 101,7 en 2013 alors que le taux d'inflation déterminé par l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) est de 0,2% en 2014 contre 1,8% en 2013.

2.3.2. Formation brute de capital fixe (FBCF)

La FBCF représente la valeur des biens et services durables produits ou acquis au cours de la période comptable dont la durée de vie est supérieure à un an.

Tableau 5: Formation brute de capital fixe par produit

Unité : 1 million de FCFA

	2012	2013	2014	Evolution 2013/2014 (%)
	<i>Valeur courante</i>			
Produits agricoles et d'élevage	7 157	9 950	11 549	16,1
Produits des autres activités de l'industrie	192 262	257 599	288 070	11,8
Travaux de construction	253 477	268 558	363 760	35,4
Services aux entreprises	51 551	46 630	14 193	-69,6
Total	504 447	582 737	677 572	16,3
	<i>Valeur constante (base 2007)</i>			
Produits agricoles et d'élevage	5 420	7 507	8 369	11,5
Produits des autres activités de l'industrie	165 739	226 693	256 150	13,0
Travaux de construction	207 662	207 662	272 424	31,2
Services aux entreprises	47 701	41 640	12 974	-68,8
Total	426 522	483 502	549 917	13,7

Source: INSEED, 2017

A prix constants base 2007, la FBCF est passée de 483,5 milliards de FCFA en 2013 à 549,9 milliards de FCFA en 2014, soit une hausse de 13,7% et une contribution à la croissance du PIB réel de 3,7 points. Son poids dans le PIB réel est passé de 27,1% en 2013 à 29,1% en 2014. La FBCF privée qui représente 71,2% de la FBCF totale est constituée de machines et biens d'équipement. La FBCF publique pour sa part est passée de 108,5 milliards de FCFA à 143,4 milliards de FCFA soit une hausse de 32,1%.

Tableau 6: Evolution de la FBCF de 2012 à 2014 en valeur par secteur institutionnel

Unité = 1 million de F CFA

Secteur	2012	2013	2014	Evolution 2013/2014 (%)
Sociétés non financières (SNF)	199 835	236 383	351 077	48,5
Sociétés financières	42 253	45 207	21 887	-51,6
Ménages et Entrepreneurs	120 732	158 202	108 997	-31,1
APU	141 063	142 373	195 058	37,0
ISLBSM	564	572	553	-3,3
Ensemble	504 447	582 737	677 572	16,3

Source: INSEED, 2017

L'analyse de la FBCF par produit montre que les produits des autres activités industrielles (machines et équipements) et les travaux de construction constituent l'essentiel (96,2% en valeur courante) de la FBCF.

En valeur constante base 2007, la FBCF en travaux de construction progresse de 31,2% et atteint 272,4 milliards de FCFA contre 207,7 milliards de FCFA en 2013. La FBCF des produits des autres activités de l'industrie a affiché une croissance de 13,0% en 2014. La FBCF en services aux entreprises a connu une baisse de 68,8% (13 milliards en 2014 contre 41,6 milliards de FCFA en 2013).

Au cours de l'année 2014, seules les Administrations publiques (APu) et les Sociétés non financières (SNF) ont connu une augmentation de leur FBCF en valeur courante (respectivement 37% et 48,5%). Les autres secteurs institutionnels ont vu leur FBCF baisser : Sociétés financières (SF) (-51,6%) ; Ménages et entrepreneurs individuels (-31,1%) et ISBLSM (-3,3%).

2.3.3. Variations des stocks

Les variations des stocks enregistrent les mouvements des biens autres que ceux en capital qui sont détenus par les producteurs (produits finis ou en cours, matières premières et marchandises).

L'économie enregistre une variation des stocks de -28,1 milliards en 2014 contre 44,3 milliards de FCFA en 2013 (en termes réels). Ces variations des stocks concernent essentiellement les produits de métallurgie, de fonderie, du travail des métaux (-9,8 milliards de FCFA), les produits pétroliers (-11,0 milliards de FCFA), les travaux de construction (10,6 milliards de FCFA).

2.3.4. Echanges extérieurs de biens et services

Les échanges de biens et services (en valeur courante) entre le Togo et le Reste du monde montrent que les importations et les exportations ont diminué respectivement de 7,8% et de 9,6% par rapport à 2013. Les importations sont passées de 1 414,8 milliards de FCFA en 2013 à 1 304,5 milliards de FCFA en 2014 et les exportations, de 992,0 milliards de FCFA en 2013 à 897,2 milliards de FCFA en 2014 entraînant une réduction du déficit de la balance commerciale qui s'établit à -407,3 milliards de FCFA en 2014 contre -422,8 milliards de FCFA en 2013. En volume, le solde s'est déprécié de près de 0,5 milliards de FCFA passant de -373,4 milliards de FCFA en 2013 à -373,9 milliards de FCFA en 2014. La contribution des échanges extérieurs à la croissance économique en 2014 est de 0,0 point contre -7,2 points en 2013.

Le taux d'exportation qui est la part des exportations de biens et services dans le PIB nominal est passé de 46,5% en 2013 à 39,7% en 2014, traduisant une baisse des parts de marché du Togo à l'étranger. Cette baisse signifie que la proportion du PIB consacrée à la satisfaction de la demande étrangère a diminué de 6,8 points de pourcentage durant la période concernée.

Tableau 7: Evolution en valeur des biens et services exportés de 2012 à 2014

Unité = 1 million de F CFA

	2012	2013	2014	Evolution 2013/2014 (%)
Produits de l'agriculture vivrière	7 830	3 495	2 842	-18,7
Produits agricoles pour l'industrie et l'exportation	18 759	25 812	28 874	11,9
Produits de l'exploitation forestière, élevage, pêche	2 177	2 233	1 575	-29,5
Produits d'extraction	68 450	68 370	58 062	-15,1
Produits de l'industrie agroalimentaire	87 227	107 128	97 132	-9,3
Textiles, articles d'habillement et articles en cuir	84 379	82 611	93 212	12,8
Bois, produits de l'édition et d'imprimerie	7 612	3 826	7 047	84,2
Produits des autres activités industrielles	368 456	410 482	310 546	-24,3
Electricité, gaz et eau	56 919	67 089	68 444	2,0
Services de transports et communication	99 493	120 266	131 151	9,1
Services financiers	10 529	6 992	5 396	-22,8
Services immobiliers et aux entreprises	23 240	21 665	24 749	14,2
Autres services	58 884	72 045	68 134	-5,4
Total	893 955	992 014	897 164	-9,6

Source: INSEED, 2017

La diminution des recettes d'exportations est expliquée par la dégradation de l'exportation des « Produits des autres activités industrielles » (-24,3%).

Tableau 8: Evolution en valeur des biens et services importés de 2012 à 2014

Unité = 1 million de F CFA

	2012	2013	2014	Evolution 2013/2014 (%)
Produits de l'agriculture vivrière	16 742	23 445	19 431	-17,1
Produits agricoles pour l'industrie et l'exportation	230	163	89	-45,4
Produits de l'exploitation forestière, élevage, pêche	8 133	12 895	9 556	-25,9
Produits d'extraction	13 429	7 334	4 718	-35,7
Produits de l'industrie agroalimentaire	138 314	158 811	154 686	-2,6
Textiles, articles d'habillement et articles en cuir	86 336	91 149	107 525	18,0
Bois, produits de l'édition et d'imprimerie	20 366	19 820	14 934	-24,7
Produits des autres activités industrielles	716 618	902 652	772 716	-14,4
Electricité, gaz et eau	81 010	83 257	94 176	13,1
Services de transports et communication	55 495	56 821	62 390	9,8
Services financiers	11 129	15 134	22 290	47,3
Services immobiliers et aux entreprises	8 140	9 780	12 443	27,2
Autres services	14 871	33 568	29 538	-12,0
Total	1 170 813	1 414 829	1 304 492	-7,8

Source: INSEED, 2017

De plus, la baisse des dépenses d'importation de 2013 à 2014 s'explique par la diminution de la demande des « Produits des autres activités industrielles » (-14,4%), notamment les produits pétroliers.

2.4: Analyse des secteurs institutionnels en 2014

Les secteurs institutionnels sont des regroupements d'unités institutionnelles ayant des objectifs et des comportements économiques semblables. On distingue cinq grands secteurs : les ménages et les entrepreneurs individuels ; les sociétés non financières ; les sociétés financières ; les Administrations publiques et les ISBLSM.

2.4.1. Ménages et Entrepreneurs individuels

Une augmentation de leur capacité de financement due à la hausse de l'épargne et à la baisse de la FBCF

En 2014, le revenu disponible brut (RDB) des ménages et entrepreneurs individuels a connu une augmentation de 9,2%, essentiellement due à une hausse de la rémunération des salariés de 14,8% et à une augmentation de 15,7% des autres transferts courants reçus par les ménages.

Les dépenses de consommation finale des ménages qui représentent 88,3% de leur revenu disponible brut, ont augmenté de 3,6%, en lien avec la baisse du niveau général des prix (0,2% en 2014 contre 1,8% en 2013).

Le compte de capital des ménages et des entrepreneurs individuels dégage une capacité de financement de 199,3 milliards de FCFA en 2014 contre 39,2 milliards de FCFA en 2013 due à l'effet conjugué de hausse de l'épargne (+82,3%) et de baisse de la FBCF (-31,1%).

Tableau 9: Evolution en valeur de la consommation finale des ménages selon la nature des dépenses

Unité : 1 Million FCFA

	2012	2013	2014	Evolution 2013/2014 (%)
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	726 044	747 508	757 320	1,3
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	39 586	43 811	41 669	-4,9
Articles d'habillement et chaussures	82 478	88 335	95 703	8,3
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	120 828	131 016	137 863	5,2
Biens semi-durables et durables	30 827	31 744	34 326	8,1
Autres produits manufacturés	174 596	193 545	210 773	8,9
Services de Transport et de communication	101 176	106 455	116 331	9,3
Services d'hébergement et de restauration	96 043	112 979	118 814	5,2
Services financiers	15 608	19 041	21 607	13,5
Services d'éducation	22 169	25 411	28 800	13,3
Services de santé	10 838	13 934	15 613	12
Autres biens et services	39 290	56 115	51 605	-8
Total	1 459 483	1 569 894	1 630 424	3,9

Source: INSEED, 2017

2.4.2. Situation des sociétés non financières (SNF)

Une baisse de la rémunération du facteur capital

L'excédent brut d'exploitation (EBE) a baissé de 9,1% passant de 410,6 milliards de FCFA en 2013 à 379,4 milliards de FCFA en 2014. Cette baisse s'explique par la hausse de 23,2% de la rémunération des salariés qui passe de 173,7 milliards de FCFA en 2013 à 213,9 milliards de FCFA en 2014 alors que la VAB des SNF n'a augmenté que de 1,9%.

On note aussi une hausse des impôts nets de 27,5%. Les revenus de la propriété versés par les SNF s'élèvent à 389,2 milliards de FCFA en 2014 contre 333,4 milliards de FCFA en 2013, soit une augmentation de 16,7%.

Tableau 10: Quelques indicateurs sur les SNF

Indicateurs (en%)	2012	2013	2014
Part Salariale dans la VAB (RS/VAB)	30,3	29,3	35,4
Taux de Marge (EBE/VAB)	68,5	69,2	62,8
Taux d'investissement (FBCF/VAB)	41,8	39,9	58,1
Taux d'épargne Brute (EB/VAB)	7,5	10,1	-5,8
Taux d'autofinancement (EB/FBCF)	18	25,4	-9,9

Source: INSEED, 2017

Une hausse du besoin de financement des SNF

Le solde du compte de capital des SNF présente un besoin de financement de 344,3 milliards de FCFA en 2014 contre 218,0 milliards de FCFA en 2013. Ce résultat est le fait de l'accroissement de la FBCF qui passe de 236,4 milliards de FCFA en 2013 à 351,1 milliards de FCFA en 2014 alors que l'épargne brute n'est que de 34,8 milliards de FCFA. Les SNF se sont donc endettées pour financer leurs dépenses en capital.

Le taux d'investissement qui est la part de la VAB qui finance la FBCF est de 58,1% en 2014 contre 39,9% en 2013. Le taux d'autofinancement qui est la part de la FBCF financée par l'épargne brute est de -9,9% en 2014 contre 25,4% en 2013.

2.4.3. Situation des sociétés financières

Importante hausse de la capacité de financement suite à l'accroissement de l'épargne brute

Les sociétés financières enregistrent une capacité de financement de 54,9 milliards de FCFA en 2014 contre 2,5 milliards de FCFA en 2013. La hausse constatée de leur capacité de financement est imputable à l'accroissement de leur épargne brute (48,9%) et à la baisse des investissements réalisés par ces sociétés qui sont passés de 45,2 milliards de FCFA en 2013 à 21,9 milliards de FCFA en 2014.

Tableau 11: Quelques indicateurs sur les SF

Indicateurs (en%)	2012	2013	2014
Part salariale dans la VAB (RS/VAB)	47,8	53,7	55,0
Taux de marge (EBE/VAB)	47,1	42,2	39,5
Taux d'investissement (FBCF/VAB)	68,7	72,0	32,8
Taux d'épargne Brute (EB/VAB)	101,5	85,6	120,0
Taux d'autofinancement (EB/FBCF)	147,6	119,0	366,0

Source: INSEED, 2017

Le taux de marge des sociétés financières diminue de 2,7 points, passant de 42,2% en 2013 à 39,5% en 2014. Cette diminution enregistrée dans l'activité des SF provient pour une grande part des banques qui ont connu une augmentation des frais de personnels (9,0%) suite à la hausse des effectifs employés et à la densification du réseau bancaire (de 197 agences en 2013 à 207 en 2014).

2.4.4. Administrations publiques

Le montant total des recettes fiscales de l'Etat en 2014 est de 458,2 milliards de FCFA en hausse de 13,5% par rapport à 2013. La pression fiscale en 2014 est de 19,6%.

Tableau 12: Quelques indicateurs sur les APU

Instrument d'analyse (%)	2012	2013	2014
Taux d'investissement (FBCF/VAB)	64,1	58,0	71,5
Taux d'épargne (brute) (EB/VAB)	61,1	53,1	55,7
Taux d'autofinancement (EB/FBCF)	95,4	91,5	78,0

Source: INSEED, 2017

Les administrations publiques enregistrent en 2014 une capacité de financement de 10,8 milliards de FCFA en baisse de 76,8% par rapport à 2013. Cette baisse est essentiellement due à la hausse de la FBCF de 37,0% qui passe de 142,4 milliards de FCFA en 2013 à 195,1 milliards de FCFA en 2014.

La production des APu est passée de 345,6 milliards de FCFA en 2013 à 395,7 milliards de FCFA en 2014, soit une hausse de 14,5%. Cette hausse est due à l'accroissement de la rémunération des salariés (+12,2%) et des dépenses en biens et services (+22,6%).

Le taux d'investissement des APu est de 71,5% en 2014, en augmentation par rapport à celui de 2013 (58,0%). L'investissement des APu augmente de 36,9% (195,0 milliards de FCFA en 2014 contre 142,5 milliards de FCFA en 2013) et leur VAB, de 11,2%. L'épargne brute des APu enregistre une hausse de 16,8% en 2014 (152,1 milliards de FCFA en 2014 contre 130,3 milliards de FCFA en 2013).

2.5: Compte du Reste du monde

L'analyse du solde du compte de capital du Reste du monde permet de constater qu'en 2014, l'économie dégage un besoin de financement de 76,0 milliards de FCFA soit 3,4% du PIB nominal en nette diminution par rapport à 2013 où il était de 123,9 milliards de FCFA. Cette baisse du besoin de financement est essentiellement due à l'amélioration du solde des échanges extérieurs de biens et services.

Tableau 13: Compte du Reste du monde de 2012 à 2014

	<i>Unité : 1 Million FCFA</i>		
	2012	2013	2014
<i>Compte de production</i>			
Ressources	1 170 813	1 414 829	1 304 492
Importations	1 170 813	1 414 829	1 304 492
Emplois	893 955	992 014	897 164
Exportations	893 955	992 014	897 164
Solde des échanges extérieurs de Biens et Services	276 858	422 815	407 328
<i>Compte extérieur des revenus primaires et des transferts courants</i>			
Ressources	489 731	671 150	646 433
<i>Solde des échanges extérieurs de Biens et Services</i>	276 858	422 815	407 328
Rémunération des salariés	13 995	16 486	12 803
Impôts - subventions sur produits & imports	0	0	0
Revenus de la propriété (hors SIFIM)	112 179	124 289	125 876
Impôts courants sur les revenus et le capital	0	0	0
Contributions sociales	2 089	5 517	1 539
Prestations sociales autres qu'en nature	0	258	219
Autres transferts courants	84 610	101 785	98 668
Ajustement pour variation des intérêts des ménages	0	0	0
Emplois	339 552	390 411	412 876
Rémunération des salariés	25 160	27 566	26 539
Impôts - subventions sur produits & imports	0	0	0
Revenus de la propriété (hors SIFIM)	100 763	120 514	127 748
Impôts courants sur les revenus et le capital	38	41	1 230
Contributions sociales	88	112	57
Prestations sociales autres qu'en nature	3 425	3 290	3 427
Autres transferts courants	210 078	238 888	253 875
Ajustement pour variation des intérêts des ménages	0	0	0
Solde des opérations courantes avec l'extérieur	150 179	280 739	233 557
<i>Compte de capital</i>			
Ressources	2 688	123 855	76 019
Solde des opérations courantes avec l'extérieur	150 179	280 739	233 557
Transferts en capital à recevoir (+)	0	0	7 381
Transferts en capital à payer (-)	-147 491	-156 884	-164 919
Variations de valeur nette dues à l'épargne...	0	0	0
Emplois	0	0	0
Capacité/Besoin de financement	2 688	123 855	76 019

Source: INSEED, 2017

En 2014, le solde des échanges extérieurs de biens et services se dégrade à -407,3 milliards de FCFA contre -422,8 milliards de FCFA traduisant une réduction du déficit par rapport à celui de 2013. Le solde du compte des opérations courantes avec l'extérieur est de -233,6 milliards

de FCFA en 2014, indiquant ainsi que le Togo a reçu plus de revenus primaires et de transferts courants (412,9 milliards de FCFA) qu'il en a versé au Reste du monde (239,1 milliards de FCFA).

Encadré 1 : Approche de calcul du SIFIM selon le SCN 2008

En comptabilité nationale, on mesure l'activité d'intermédiation financière des institutions financières par deux types de productions : (i) les services explicitement facturés (commissions) qui sont directement mesurables et (ii) la marge d'intérêts qu'elles réalisent sur les dépôts (AF2) et les prêts (AF4). Cette dernière production qui est calculée de manière indirecte est appelée Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM). Dans le SCN 1993, la production des SIFIM est mesurée par le différentiel d'intérêts entre les capitaux prêtés et les capitaux empruntés. Dans ce cas, les intérêts perçus par les intermédiaires financiers excluent ceux perçus sur les fonds propres de la banque.

Ce SIFIM calculé, n'a pas de contrepartie directement identifiable au niveau des services rendus par les banques. A cet effet, le SCN 93 a proposé deux solutions : la répartition des SIFIM entre les secteurs ou l'affectation des SIFIM à un secteur fictif qui est la solution retenue dans nos comptes.

Nouvelle méthode de calcul du SIFIM

Contrairement à l'ancienne méthode qui ne prenait pas en compte tous les AF2 et tous les AF4, le SCN 2008 recommande que les SIFIM soient appliqués à tous les crédits et dépôts, à condition que ces crédits soient consentis par des institutions financières, ou que ces dépôts soient effectués auprès de ces institutions. Cette procédure peut améliorer la production des banques et par conséquent peut avoir un impact sur le PIB.

La nouvelle approche calcule la production des SIFIM sur les crédits (yP) et les dépôts (yD) uniquement, en utilisant un taux de référence (rr) à supposer que ces AF4 et AF2 soient soumis à des taux d'intérêt de rP (débiteurs) et rD (créditeurs) respectivement.

$$SIFIM = (rP - rr)yP + (rr - rD)yD$$

.Le taux de référence utilisé dans cette formule est un taux intermédiaire ou moyen entre les taux d'intérêt sur les dépôts et les crédits. Ce taux ne doit contenir aucun élément de service, doit refléter le risque et la structure de maturité des dépôts et des prêts. Cependant, il est nécessaire de distinguer ces taux pour chacune des devises dans lesquelles sont exprimés les crédits et les dépôts, notamment lorsqu'une institution financière non résidente est impliquée.

Ventilation des SIFIM

Le SCN 2008 recommande que la consommation de SIFIM soit ventilée entre les différents utilisateurs (tant prêteurs qu'emprunteurs).

Sources de données pour le SIFIM

Le calcul du SIFIM révisé se fera à partir de plusieurs sources de données notamment :

- BCEAO : La situation monétaire avec détail des prêts et dépôts par secteurs institutionnels; les taux d'intérêts, les dépôts et crédits entre les unités résidentes et non résidentes;
- Le Tableau des Opérations Financières de l'État (TOFE) fournira la structure des intérêts payés et reçus par l'État sur ses créances et ses dettes ;
- Les DSF des SNF qui fourniront les informations sur la structure des intérêts payés et reçus.

Recommandations à l'endroit des fournisseurs de données

La mise en œuvre de nouvelles procédures d'élaboration des comptes des SF inscrites dans le SCN2008 implique la participation de plusieurs acteurs dont la BCEAO, les Administrations publiques, les SF, les SNF. Ainsi, l'INSEED demande à ces acteurs, une parfaite collaboration dans la fourniture des données.

ANNEXES

Annexe 1: Ventilation de la valeur ajoutée par branche d'activités à prix courants

Unité = 1 million de FCFA	2 012	2 013	2 014	Poids dans le PIB 2014(%)	Evolution en 2014 (%)	Contribution à la croissance en 2014 (%)
Secteur primaire	563 974	567 190	580 204	25,7	2,3	0,6
Agriculture	449 592	444 316	452 084	20,0	1,7	0,4
- Culture de produits vivriers	409 098	403 307	399 917	17,7	-0,8	-0,2
- Culture de produits de rente	40 494	41 009	52 167	2,3	27,2	0,5
Elevage, Chasse	60 730	67 870	70 742	3,1	4,2	0,1
Pêche	18 453	19 502	19 785	0,9	1,5	0,0
Sylviculture	35 199	35 502	37 593	1,7	5,9	0,1
Secteur secondaire	319 254	359 653	365 353	16,2	1,6	0,3
Industries extractives	64 198	61 244	55 303	2,4	-9,7	-0,3
- Extraction des Phosphates	46 397	42 242	34 765	1,5	-17,7	-0,4
- Autres activités extractives	17 801	19 002	20 538	0,9	8,1	0,1
Industries manufacturières	126 939	167 881	167 666	7,4	-0,1	0,0
- Agroalimentaires, Boissons, Tabacs	35 431	59 093	57 178	2,5	-3,2	-0,1
- Fabrication de textiles, d'habillement, de chaussures et travail du cuir	13 069	12 171	8 502	0,4	-30,1	-0,2
- Activités de travail du bois, Fabrication de papier, cartons et articles en papier, carton, Edition et imprimerie	14 343	14 860	16 354	0,7	10,1	0,1
- Activités des industries chimiques	12 505	25 242	23 916	1,1	-5,3	-0,1
- Matériaux de construction	30 519	38 771	44 769	2,0	15,5	0,3
- Activités de métallurgie de base et ouvrages en métaux	7 974	8 299	3 213	0,1	-61,3	-0,2
- Fabrication de machines et de matériels divers	1 764	1 260	2 288	0,1	81,6	0,0
- Autres activités manufacturières et de récupération	11 334	8 185	11 446	0,5	39,8	0,2
Electricité, Eau et Gaz	41 487	49 859	52 678	2,3	5,7	0,1
Construction	86 630	80 669	89 706	4,0	11,2	0,4
Secteur tertiaire	875 123	936 382	985 762	43,6	5,3	2,3
Commerce	173 960	187 966	175 006	7,7	-6,9	-0,6
Activités d'hébergement et de restauration	14 251	21 247	24 695	1,1	16,2	0,2
Transports, entrepôts et réparation	96 895	105 730	111 964	5,0	5,9	0,3
Poste et Télécommunications	116 132	122 408	136 775	6,1	11,7	0,7
Activités financières	66 410	68 475	73 577	3,3	7,5	0,2
Activités de services immobiliers	110 395	111 497	117 687	5,2	5,6	0,3
Activités de services aux entreprises	62 726	57 977	55 496	2,5	-4,3	-0,1
Administration publique	149 509	164 037	173 858	7,7	6,0	0,5
Education	79 305	88 189	106 326	4,7	20,6	0,8
Santé et action sociale	14 779	15 716	17 871	0,8	13,7	0,1
Activités de services collectifs et personnels	47 256	54 240	53 970	2,4	-0,5	0,0
SIFIM	-56 495	-61 100	-61 463	-2,7	0,6	0,0
TOTAL BRANCHE	1 758 351	1 863 225	1 931 319	85,5	3,7	3,2
Impôts et taxes nets de subvention	219 191	271 239	327 728	14,5	20,8	2,6
Impôts et taxes hors TVA (Net de Subventions)	62 736	87 227	117 479	5,2	34,7	1,4
TVA non déductible	156 455	184 012	210 249	9,3	14,3	1,2
Produit Intérieur Brut (PIB)	1 977 542	2 134 464	2 259 047	100,0	5,8	5,8

Annexe 2: Valeur ajoutée brute par branche d'activités (à prix constants base 2007)

Unité = 1 million de FCFA	2 012	2 013	2 014	Poids dans le PIB 2014	Evolution en 2014 (%)	Contribution à la croissance en 2014 (%)
Secteur primaire	403 649	390 871	419 794	22,2	7,4	1,6
Agriculture	305 344	292 267	319 296	16,9	9,2	1,5
- Culture de produits vivriers	279 498	264 274	284 713	15,0	7,7	1,1
- Culture de produits de rente	25 846	27 993	34 583	1,8	23,5	0,4
Élevage, Chasse	55 025	56 428	57 125	3,0	1,2	0,0
Pêche	14 089	11 901	12 347	0,7	3,7	0,0
Sylviculture	29 191	30 275	31 026	1,6	2,5	0,0
Secteur secondaire	298 443	339 205	342 459	18,1	1,0	0,2
Industries extractives	11 377	12 884	14 033	0,7	8,9	0,1
- Extraction des Phosphates	531	1 557	1 572	0,1	1,0	0,0
- Autres activités extractives	10 846	11 327	12 461	0,7	10,0	0,1
Industries manufacturières	172 635	220 238	230 862	12,2	4,8	0,6
- Agroalimentaires, Boissons, Tabacs	64 519	84 714	86 278	4,6	1,8	0,1
- Fabrication de textiles, d'habillement, de chaussures et travail du cuir	14 291	12 475	8 580	0,5	-31,2	-0,2
- Activités de travail du bois, Fabrication de papier, cartons et articles en papier, carton, Edition et imprimerie	13 422	15 378	18 009	1,0	17,1	0,1
- Activités des industries chimiques	15 553	26 674	27 386	1,4	2,7	0,0
- Matériaux de construction	49 656	62 237	69 128	3,7	11,1	0,4
- Activités de métallurgie de base et ouvrages en métaux	10 279	13 753	10 995	0,6	-20,1	-0,2
- Fabrication de machines et de matériels divers	1 556	2 260	5 284	0,3	133,8	0,2
- Autres activités manufacturières et de récupération	3 359	2 747	5 202	0,3	89,4	0,1
Electricité, Eau et Gaz	52 236	63 199	65 560	3,5	3,7	0,1
Construction	62 195	42 884	32 004	1,7	-25,4	-0,6
Secteur tertiaire	789 565	834 831	891 497	47,1	6,8	3,2
Commerce	138 828	149 890	150 132	7,9	0,2	0,0
Activités d'hébergement et de restauration	8 640	9 414	7 355	0,4	-21,9	-0,1
Transports, entrepôts et réparation	85 446	107 961	119 676	6,3	10,9	0,7
Poste et Télécommunications	116 718	112 624	129 504	6,8	15,0	0,9
Activités financières	73 945	72 579	96 699	5,1	33,2	1,4
Activités de services immobiliers	98 539	94 532	96 327	5,1	1,9	0,1
Activités de services aux entreprises	49 908	45 412	43 675	2,3	-3,8	-0,1
Administration publique	139 054	153 462	159 701	8,4	4,1	0,3
Education	84 959	88 320	101 719	5,4	15,2	0,8
Santé et action sociale	13 361	17 077	19 194	1,0	12,4	0,1
Activités de services collectifs et personnels	45 933	49 418	48 845	2,6	-1,2	0,0
SIFIM	-65 766	-65 858	-81 330	-4,3	23,5	-0,9
TOTAL BRANCHE	1 491 657	1 564 907	1 653 750	87,4	5,7	5,0
Impôts et taxes nets de subvention	191 740	221 385	238 301	12,6	7,6	0,9
Impôts et taxes hors TVA (Net de Subventions)	50 469	64 949	80 447	4,3	23,9	0,9
TVA non déductible	141 271	156 436	157 854	8,3	0,9	0,1
Produit Intérieur Brut (PIB)	1 683 397	1 786 292	1 892 051	100,0	5,9	5,9

Annexe 3: Equilibre Ressources - emplois de l'économie de 2007 à 2014 à prix courants

Unité = 1 Million de FCFA

	2 007	2008	2 009	2010	2 011	2 012	Evolution en valeur de 2013 / 2012 (%)	2 013	Evolution en valeur de 2014 / 2013 (%)	2014
Produit intérieur brut (PIB)	1 274 416	1 482 360	1 589 243	1 696 878	1 824 891	1 977 542	7,9	2 134 464	5,8	2 259 047
Importations	658 554	746 233	797 940	905 544	1 176 527	1 170 813	20,8	1 414 829	-7,8	1 304 492
Total Ressources	1 932 970	2 228 593	2 387 183	2 602 422	3 001 418	3 148 355	12,7	3 549 293	0,4	3 563 539
Consommation finale (CF)	1 253 034	1 429 604	1 486 745	1 594 057	1 735 815	1 793 383	7,4	1 925 829	5,7	2 035 742
Consommation finale privée	1 079 366	1 244 993	1 304 751	1 367 306	1 427 394	1 490 777	7,6	1 603 962	3,6	1 662 048
dont CF des ménages	1 057 357	1 219 797	1 278 834	1 340 871	1 399 723	1 459 483	7,6	1 569 894	3,6	1 627 093
CF des ISBLSM	22 009	25 196	25 917	26 435	27 671	31 294	8,9	34 068	2,6	34 955
Consommation publique	173 668	184 611	181 994	226 751	308 421	302 606	6,4	321 867	16,1	373 694
Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)	225 053	266 658	321 071	359 596	507 735	504 447	15,5	582 737	16,3	677 572
FBCF Privée	191 273	218 009	224 322	220 527	305 518	363 384	21,2	440 364	9,6	482 514
FBCF Publique	33 780	48 649	96 749	139 069	202 217	141 063	0,9	142 373	37,0	195 058
Variation des Stocks	18 959	23 763	14 360	6 698	-38 435	-43 430	-212,2	48 713	-196,4	-46 939
Exportations	435 924	508 568	565 007	642 071	796 303	893 955	11,0	992 014	-9,6	897 164
Total Emplois	1 932 970	2 228 593	2 387 183	2 602 422	3 001 418	3 148 355	12,7	3 549 293	0,4	3 563 539

Annexe 4: Matrice emploi 2014

Branche d'activités	Salariés		Entrepreneurs individuels		Aides familiaux	Total de la branche
	Salariés déclarés	Salariés non déclarés	Patrons	Pour compte propre		
Agriculture vivrière	40	1 554	2	872 957	163 445	1 037 998
Culture de produits pour l'industrie et l'exportation	41	3 583	0	0	0	3 624
Elevage	6	2 699	2	4 837	3 811	11 355
Chasse	0	0	0	479	35	514
Exploitation forestière, cueillette	219	839	3	749	128	1 938
Pêche	0	854	1	5 289	296	6 440
Extraction de phosphates	1 531	531	1	0	0	2 063
Autres activités extractives	464	5 960	13	0	0	6 437
Abattage, transformation viande ; conserve de poisson	65	2 547	1	83	191	2 887
Fabrication des corps gras	334	267	4	903	139	1 647
Fabrication de boissons	1 131	895	8	11 234	434	13 702
Travail grains et fabrication d'aliments pour animaux ; de produit amylacés	435	1 184	1	1 666	177	3 463
Fabrication d'autres produits alimentaires	1 076	1 842	162	6 023	1 170	10 273
Egrenage de coton	1 638	0	1	0	0	1 639
Fabrication d'autres articles textiles, art habillement, de chaussures	65	1 727	200	124 674	73 570	200 236
Travail du bois	481	5 448	11	13 863	3 897	23 700
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier et carton	135	0	4	0	0	139
Edition, imprimerie et reproduction et enregistrements sonores	793	92	76	900	278	2 139
Fabrication de produits chimiques	6 475	1 881	143	1 407	381	10 287
Fabrication de matériaux de construction	890	31	16	1 850	333	3 120
Fabrication de produits métallurgiques ; d'ouvrages simples en métal	1 218	246	205	16 848	5 804	24 321
Fabrication de machines et de matériels divers	478	67	5	223	47	820
Activités manufacturières diverses et récupération	3 671	489	194	15 830	3 182	23 366
Production et distribution d'électricité, de gaz, d'eau	2 330	27	4	2 118	0	4 479
Construction	10 101	6 306	461	53 419	14 278	84 565
Commerce	34 664	15 537	2 554	441 305	18 743	512 803
Réparation	62	997	53	30 060	7 695	38 867
Activités d'hébergement et de restauration	7 357	6 433	354	108 617	5 793	128 554
Transports routiers et par conduite	476	12 807	1 506	60 934	9 717	85 440
Transports aériens	486	0	3	0	0	489
Autres transports	59	1 118	1	762	97	2 037
Production de services auxiliaires des transports	4 260	0	238	0	0	4 498
Activités de poste et de courrier ; télécommunications	4 225	0	39	0	0	4 264
Intermédiation monétaire et financière	6 491	0	0	0	0	6 491
Assurance	1 747	0	0	0	0	1 747
Activités d'auxiliaires financiers et d'assurance	1 691	0	41	0	0	1 732
Activités immobilières	272	1 242	55	3 953	66	5 588
Activités de services aux entreprises	6 892	798	1 166	11 051	1 213	21 120
Administration publique	29 122	0	0	0	0	29 122
Education	58 794	4 707	202	0	0	63 703
Activité de santé et action sociale	13 522	144	124	13 394	746	27 930
Activités à caractère collectif ou personnel	12 110	26 325	830	75 185	20 451	134 901
Total Economie par type d'emplois	215 847	109 177	8 684	1 880 613	336 117	2 550 438

Annexe 5.5: Tableau des Comptes Économiques Intégrés (TCED) 2013

	Total	Compte B&S	Compte	OS1	OS1005	OS1004	OS1003	OS1002	OS1001	OS1008	Opérations et					OS1008	OS1001	OS1002	OS1003	OS1004	OS1005	OS1	Compte	Compte B&S	Total			
		Ressources	Reste du monde	Economie Totale	isbl	Ménages	Apu_Sécu	IF	SQ\$nonFin	Unité fictive	soldes comptables					Unité fictive	SQ\$nonFin	IF	Apu_Sécu	Ménages	isbl	Economie Totale	Reste du monde	Emplois				
Compte : I Production ou Compte extérieur Biens & Services	1 414 829	1 414 829									OP7	Importations											1 414 829		1 414 829	Compte : I Production ou Compte extérieur Biens & Services		
	992 014		992 014								OP6	Exportations												992 014			992 014	
	3 845 790	3 845 790									OP1	Production	0	1 615 905	113 975	345 561	1 736 281	34 068	3 845 790						3 845 790			
	1 982 565			1 982 565	5 374	741 918	100 167	51 151	1 022 855	61 100	OP2	Consommation intermédiaire													1 982 565			1 982 565
	271 239	271 239									D.21-D.31	Impôts moins subventions sur les produits	0	0	0	0	0	0	0	271 239							271 239	
	2 134 464			2 134 464	28 694	994 363	245 394	62 824	593 050	-61 100	B01	Valeur ajoutée brute	-61 100	593 050	62 824	245 394	994 363	28 694	2 134 464								2 134 464	
	422 815		422 815								B11	Solde des échanges extérieurs de Biens & Services												422 815			422 815	Compte : II.1.1 Compte d'exploitation
Compte : II.1.1 Compte d'exploitation	500 165		27 566	472 599	16 199	86 181	162 841	33 721	173 657	0	OD1	Rémunération des salariés	0	0	0	0	483 679	0	483 679	16 486					500 165	Compte : II.1.2 Compte d'affectation des revenus primaires		
	283 678		0	283 678	0	1 116	9	2 570	8 744	0	D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	0	0	0	283 678	0	0	283 678	0					283 678			
	271 239		0	271 239	0	0	0	0	0	0	D.21-D.31	Impôts moins subventions sur les produits	0	0	0	271 239	0	0	271 239	0					271 239			
	12 439		0	12 439	0	1 116	9	2 570	8 744	0	D.29-D.39	Autres impôts - subventions sur la production	0	0	0	12 439	0	0	12 439	0					12 439			
	1 378 187			1 378 187	12 495	907 066	82 544	26 533	410 649	-61 100	B0A	Revenu d'exploitation	-61 100	410 649	26 533	82 544	907 066	12 495	1 378 187								1 378 187	
Compte : II.1.2 Compte d'affectation des revenus primaires	61 100			61 100	0	0	0	61 100	0	0	OD400A	Ajustement pour services bancaires imputés	61 100	0	0	0	0	0	61 100						61 100	Compte : II.2 Compte de distribution secondaire du revenu		
	537 131		120 514	416 617	0	3 368	28 866	50 983	333 400	0	OD4	Revenus de la propriété (hors SIFIM)	0	46 547	146 847	36 104	183 325	19	412 842	124 289					537 131			
	2 141 769			2 141 769	12 514	1 570 702	373 460	61 297	123 796	0	B05	Solde des revenus primaires / Revenu national	0	123 796	61 297	373 460	1 570 702	12 514	2 141 769						2 141 769			
Compte : II.2 Compte de distribution secondaire du revenu	82 938		41	82 897	0	29 630	0	16 491	36 776	0	OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	0	0	0	82 938	0	0	82 938	0					82 938	Compte : II.3 Compte de redistribution du revenu en nature		
	64 279		112	64 167	0	64 167	0	0	0	0	OD6001	Contributions sociales	0	0	0	58 762	0	0	58 762	5 517					64 279			
	46 726		3 290	43 436	0	0	43 178	0	258	0	OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	0	0	0	46 468	0	0	46 468	258					46 726			
	610 810		238 888	371 922	28 590	78 707	161 533	33 877	69 215	0	OD7	Autres transferts courants	0	42 424	42 859	141 702	243 638	38 402	509 025	101 785					610 810			
	2 276 540			2 276 540	22 326	1 688 304	452 151	53 788	59 971	0	B06	Revenu disponible brut	0	59 971	53 788	452 151	1 688 304	22 326	2 276 540								2 276 540	
Compte : II.3 Compte de redistribution du revenu en nature	124 737			124 737	34 068	0	90 669	0	0	0	OD6003	Transferts sociaux en nature	0	0	0	124 737	0	124 737							124 737	Compte : II.4 Compte d'utilisation du revenu		
	2 276 540			2 276 540	-11 742	1 813 041	361 482	53 788	59 971	0	B07	Revenu disponible ajusté	0	59 971	53 788	361 482	1 813 041	-11 742	2 276 540								2 276 540	
Compte : II.4 Compte d'utilisation du revenu	0										B06	Revenu disponible brut	0	59 971	53 788	452 151	1 688 304	22 326	2 276 540							2 276 540	Compte : III.1 Compte de capital	
	1 925 829			1 925 829	34 068	1 569 894	321 867	0	0	0	OP3	Dépense de consommation finale												1 925 829	1 925 829			
	0		0	0	0	0	0	0	0	0	OD8	Ajustement pour variation des intérêts des ménages	0	0	0	0	0	0	0	0					0			
	350 711			350 711	-11 742	118 410	130 284	53 788	59 971	0	B08	Épargne brute	0	59 971	53 788	130 284	118 410	-11 742	350 711							350 711		
Compte : III.1 Compte de capital	280 739		280 739								B12	Solde des opérations courantes avec l'extérieur											280 739		280 739	Compte : III.1 Compte de capital		
	582 737			582 737	572	158 202	142 373	45 207	236 383	0	PS1	Formation Brute de capitale Fixe												582 737	582 737			
	48 713			48 713	0	-367	121	0	48 959	0	PS2	Variation de stocks												48 713	48 713			
	0		0	0	0	-16 851	0	6 198	10 653	0	AN2	Actifs non produits												0	0			
	0										OD9 (+)	Transferts en capital à recevoir (+)	0	18 024	103	62 786	61 737	18 255	160 905	0					160 905			
	0										OD9 (-)	Transferts en capital à payer (-)	0	0	0	-4 021	0	0	-4 021	-156 884					-160 905			
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	ODZ	Opérations transitoires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
	0										B.10.1	Variations de valeur nette dues à l'épargne...	0	77 995	53 891	189 049	180 147	6 513	507 595	123 855							631 450	
0		123 855	-123 855	5 941	39 163	46 555	2 486	-218 000	0	B09	Capacité ou besoin de financement																	

Annexe 5. 6: Tableau des Comptes Économiques Intégrés (TCEI) 2014

	Total	Compte B&S	Compte	OS1	OS1005	OS1004	OS1003	OS1002	OS1001	OS1008	Opérations et					OS1008	OS1001	OS1002	OS1003	OS1004	OS1005	OS1	Compte	Compte B&S	Total			
		Ressources	Reste du monde	Economie Totale	isbl	Ménages	Apu_Sécu	IF	SQ\$nonFin	Unité fictive	soldes comptables					Unité fictive	SQ\$nonFin	IF	Apu_Sécu	Ménages	isbl	Economie Totale	Reste du monde	Emplois				
Compte : I Production ou Compte extérieur Biens & Services	1 304 492	1 304 492									OP7	Importations											1 304 492		1 304 492	Compte : I Production ou Compte extérieur Biens & Services		
	897 164		897 164								OP6	Exportations												897 164			897 164	
	4 096 552	4 096 552									OP1	Production	0	1 755 789	117 174	395 750	1 792 884	34 955	4 096 552						4 096 552			
	2 165 233			2 165 233	5 441	773 804	122 771	50 417	1 151 337	61 463	OP2	Consommation intermédiaire													2 165 233			2 165 233
	327 728	327 728									D.21-D.31	Impôts moins subventions sur les produits	0	0	0	0	0	0	115 236						115 236			
	2 046 555			2 046 555	29 514	1 019 080	272 979	66 757	604 452	-61 463	B01	Valeur ajoutée brute	-61 463	604 452	66 757	272 979	1 019 080	29 514	2 046 555						2 046 555			2 046 555
	407 328		407 328								B11	Solde des échanges extérieurs de Biens & Services												407 328			407 328	Compte : II.1.1 Compte d'exploitation
Compte : II.1.1 Compte d'exploitation	567 971		26 539	541 432	16 949	91 189	182 666	36 742	213 886	0	OD1	Rémunération des salariés	0	0	0	0	555 168	0	555 168	12 803				567 971		567 971	Compte : II.1.2 Compte d'affectation des revenus primaires	
	131 395		0	131 395	-216	1 557	25	3 642	11 151	0	D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	0	0	0	343 887	0	343 887	0					343 887		343 887		
	115 236		0	115 236	0	0	0	0	0	0	D.21-D.31	Impôts moins subventions sur les produits	0	0	0	327 728	0	327 728	0					327 728		327 728		
	16 159		0	16 159	-216	1 557	25	3 642	11 151	0	D.29-D.39	Autres impôts - subventions sur la production	0	0	0	16 159	0	16 159	0					16 159		16 159		
	1 373 728			1 373 728	12 781	926 334	90 288	26 373	379 415	-61 463	B0A	Revenu d'exploitation	-61 463	379 415	26 373	90 288	926 334	12 781	1 373 728						1 373 728			1 373 728
Compte : II.1.2 Compte d'affectation des revenus primaires	61 463			61 463	0	0	0	61 463	0	0	OD400A	Ajustement pour services bancaires imputés	61 463	0	0	0	0	61 463							61 463		61 463	Compte : II.2 Compte de distribution secondaire du revenu
	646 162		127 748	518 414	0	21 668	52 953	54 617	389 176	0	OD4	Revenus de la propriété (hors SIFIM)	0	83 230	180 832	34 054	222 155	15	520 286	125 876				646 162		646 162		
	2 274 655			2 274 655	12 796	1 681 989	415 276	91 125	73 469	0	B05	Solde des revenus primaires / Revenu national	0	73 469	91 125	415 276	1 681 989	12 796	2 274 655						2 274 655		2 274 655	
Compte : II.2 Compte de distribution secondaire du revenu	98 122		1 230	96 892	0	39 253	0	5 085	52 554	0	OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	0	0	0	98 122	0	98 122	0						98 122		98 122	Compte : II.3 Compte de redistribution du revenu en nature
	67 796		57	67 739	0	67 739	0	0	0	0	OD6001	Contributions sociales	0	0	0	66 257	0	66 257	1 539					67 796		67 796		
	52 954		3 427	49 527	0	0	49 308	0	219	0	OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	0	0	0	52 735	0	52 735	219					52 954		52 954		
	617 735		253 875	363 860	31 046	66 718	124 673	36 736	104 687	0	OD7	Autres transferts courants	0	49 154	30 807	120 158	281 980	36 968	519 067	98 668					617 735		617 735	
	2 432 818			2 432 818	18 718	1 842 994	525 832	80 111	-34 837	0	B06	Revenu disponible brut	0	-34 837	80 111	525 832	1 842 994	18 718	2 432 818						2 432 818		2 432 818	
Compte : II.3 Compte de redistribution du revenu en nature	148 048			148 048	34 955	0	113 093	0	0	0	OD6003	Transferts sociaux en nature	0	0	0	148 048	0	148 048							148 048		148 048	Compte : II.4 Compte d'utilisation du revenu
	2 432 818			2 432 818	-16 237	1 991 042	412 739	80 111	-34 837	0	B07	Revenu disponible ajusté	0	-34 837	80 111	412 739	1 991 042	-16 237	2 432 818						2 432 818		2 432 818	
Compte : II.4 Compte d'utilisation du revenu	0										B06	Revenu disponible brut	0	-34 837	80 111	525 832	1 842 994	18 718	2 432 818						2 432 818		2 432 818	Compte : III.1 Compte de capital
	2 035 742			2 035 742	34 955	1 627 093	373 694	0	0	0	OP3	Dépense de consommation finale												2 035 742		2 035 742		
	0		0	0	0	0	0	0	0	0	OD8	Ajustement pour variation des intérêts des ménages	0	0	0	0	0	0	0	0					0		0	
	397 076			397 076	-16 237	215 901	152 138	80 111	-34 837	0	B08	Épargne brute	0	-34 837	80 111	152 138	215 901	-16 237	397 076						397 076		397 076	
	233 557		233 557									B12	Solde des opérations courantes avec l'étranger											233 557		233 557		
Compte : III.1 Compte de capital	677 572			677 572	553	108 997	195 058	21 887	351 077	0	OP51	Formation Brute de capitale Fixe												677 572		677 572	Compte : III.1 Compte de capital	
	-46 939			-46 939	0	-1 531	-46	0	-45 362	0	OP52	Variation de stocks												-46 939		-46 939		
	0		0	0	0	-30 513	161	3 350	27 002	0	AN2	Actifs non produits												0		0		
	0										OD9 (+)	Transferts en capital à recevoir (+)	0	23 255	75	61 619	67 716	20 025	172 690	7 381				180 071		180 071		
	0										OD9 (-)	Transferts en capital à payer (-)	0	0	0	-7 771	-7 381	0	-15 152	-164 919				-180 071		-180 071		
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	ODZ	Opérations transitoires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0
	0											B.10.1	Variations de valeur nette dues à l'épargne...	0	-11 582	80 186	205 986	276 236	3 788	554 614	76 019				630 633			630 633
0		76 019	-76 019	3 235	199 283	10 813	54 949	-344 299	0	B09	Capacité ou besoin de financement																	

Annexe 6: Macro-matrice de comptabilité sociale (MCS) agrégée du Togo pour 2014

TOGO	Activités	Marges	Produits	Facteurs	Institutions	Capital	Reste du Monde	Total
	1	2	3	4	5	6	7	
1 Activités			4 096 552					4 096 552
2 Marges			0					0
3 Produits	2 165 233				2 035 742	630 633	897 164	5 728 772
4 Facteurs	1 915 160						26 539	1 941 699
5 Institutions	16 159		327 728	1 928 896	931 593		386 337	3 590 713
6 Capital					397 076		233 557	630 633
7 Reste du Monde			1 304 492	12 803	226 302			1 543 597
Total	4 096 552	0	5 728 772	1 941 699	3 590 713	630 633	1 543 597	

Annexe 7: Aperçu méthodologique

La comptabilité nationale fournit une évaluation complète de toutes les activités économiques qui se sont déroulées dans un pays au cours d'une période donnée. Les comptes nationaux sont élaborés suivant une méthodologie internationale énoncée dans le système de comptabilité nationale des Nations Unies (SCN). Le SCN est «l'ensemble internationalement accepté de recommandations sur la manière de traiter les mesures de l'activité économique». Il s'articule autour de «concepts, de définitions, de classifications et de règles comptables internationalement acceptés » et de comptes macroéconomiques donnant une image complète et cohérente de l'économie. Il existe actuellement dans sa version révisée de 2008 (SCN2008) pour laquelle la migration est vivement recommandée ; mais il est mis en œuvre dans sa version de 1993 par la plupart des pays.

Toutefois, compte tenu des structures économiques très variées des pays et des difficultés de disponibilité des données statistiques au niveau le plus détaillé possible, le SCN admet une certaine flexibilité donnant la possibilité à chaque pays d'adapter certains concepts et nomenclatures. Ainsi, comme pour les comptes nationaux de 2007 à 2013 (avec pour année de base 2007), la Division des Comptes Nationaux et de la Prévision (DCNP) a maintenu la même méthodologie pour cette campagne de 2014 concernant les nomenclatures, les loyers imputés, la consommation du capital fixe de l'administration publique, la production des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), la production du secteur informel et les statistiques du commerce extérieur.

A- Les nomenclatures

L'utilisation des nomenclatures dans la production des comptes nationaux est indispensable ; en effet, elles facilitent le traitement des données et l'analyse des comptes économiques.

Il existe deux grandes catégories de nomenclatures internationales:

- Les nomenclatures de concepts propres au SCN : il s'agit de quatre nomenclatures standards décrites par le SCN et utilisées comme telles par l'ensemble des pays. Elles concernent les secteurs institutionnels, les opérations, les autres flux et les stocks ;
- Les nomenclatures extérieures au SCN : les plus fréquemment utilisées en comptabilité nationale, soit en les adaptant aux réalités économiques de chaque économie, soit par des tables de passage, sont la Classification Internationale Type, par Industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI), la Classification Centrale des Produits (CPC) et le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SH).

Les nomenclatures des activités et des produits officiellement utilisées par le Togo sont la nomenclature des activités des Etats membres d'AFRISTAT (NAEMA) et la nomenclature des produits des Etats membres d'AFRISTAT (NOPEMA). La NAEMA et la NOPEMA sont des adaptations respectives de la Classification Internationale Type, par Industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI) dans sa troisième révision (CITI, rev3).

Pour les travaux des comptes nationaux, il importe de mettre en place des nomenclatures de travail dérivées des nomenclatures nationales ou internationales en vigueur. Ainsi, pour la série des comptes nationaux de 2007 à 2014 ayant pour année de base 2007, les nomenclatures d'activités et des produits ont été agrégées par rapport à celles qui ont été utilisées pour les comptes nationaux de 2000. Ainsi, les nomenclatures de travail des comptes nationaux comptent 44 branches d'activité au niveau 2 et 91 produits au niveau 3 (les plus détaillés), y compris les SIFIM, les corrections territoriales et les produits d'attente.

B- Démarche d'élaboration des comptes nationaux

L'élaboration des comptes nationaux a pour objectif l'estimation de la valeur de l'ensemble des biens et services créés au sein d'une économie au cours d'une année donnée et du revenu qui s'en dégage. Cette valeur ambivalente est appelée Produit intérieur brut (PIB). L'estimation de cette valeur se fait selon un processus qui comprend quatre principales étapes:

- la mise en place des nomenclatures et de la stratégie d'élaboration des comptes nationaux;
- la collecte et le traitement des sources des données;
- l'élaboration proprement dite (équilibres ressources-Emplois et les comptes de branches et Matrices de qui à qui);
- la synthèse (TEI, TRE et TCEI).

Démarches d'élaboration

La première étape est réalisée lors de l'élaboration de l'année de base qui elle-même est renouvelée théoriquement tous les dix ans. Elle consiste en: (i) la mise en place de toutes les classifications, (ii) l'identification des sources de données potentielles (recensement des faits économiques) et (iii) le choix de la base statistique des comptes nationaux. C'est l'occasion d'adaptation des nomenclatures internationales au contexte du pays.

La seconde étape permet la collecte, le traitement et la mise en forme des données conformément au cadre central et aux concepts définis dans le manuel du SCN et ses adaptations. Elle permet aussi la mise en cohérence de chaque source de données.

L'élaboration proprement dite comprend essentiellement les travaux analytiques. Ces derniers consistent en la conduite des travaux sur les équilibres ressources-emplois (ERE) par produit, les comptes de branche d'activité (CB) tels que retenues dans les nomenclatures adoptées et les matrices de « qui à qui » des secteurs institutionnels (opérations de transferts entre secteurs). Pour ces différentes opérations, l'outil ERETES a été utilisé. Ainsi chaque étape de travail est traduite en activités réalisées.

*Activités réalisées****Travaux de l'étape 1***

- Mise au point des nomenclatures (activités, produits, secteurs, opérations) ;
- Identification des sources des données ;
- Choix de l'année de base ;
- Choix de la géométrie des comptes à produire (phase de mise en œuvre du SCN 93).

Travaux de l'étape 2

- Collecte des données sources ;
- Traitement des données sources qui se traduit par les opérations suivantes:
 - ✓ Saisie ;
 - ✓ Codification ;
 - ✓ Apurement des fichiers ;
 - ✓ Transcription des données dans les concepts de la comptabilité nationale ;
 - ✓ Mise en forme pour le chargement dans une base de données ERETES.
- Travaux transversaux qui consistent en la préparation des données de certaines variables telles que la consommation finale, la formation brute de capital fixe, l'emploi, etc.

Travaux de l'étape 3

- Mise en cohérence interne de chaque source de données ;
- Travaux analytiques qui concernent :
 - ✓ L'élaboration des équilibres ressources–emplois de chaque produit de la nomenclature adoptée ;
 - ✓ L'élaboration des comptes de branche (compte de production et d'exploitation) ;
 - ✓ L'élaboration des opérations de répartition entre secteurs institutionnels.
- Synthèse intermédiaire qui est l'analyse critique des résultats obtenus qui se fait variable par variable, opération par opération.

Cette étape se fait de manière itérative afin de faire converger les résultats des différentes approches utilisées. Selon la qualité des résultats, elle peut être répétée trois à quatre fois.

Travaux de l'étape 4

- Synthèse globale de tous les travaux qui doit aboutir à la sortie des tableaux prévus par le cadre central du SCN : Tableau des Ressources et Emplois (TRE) et le Tableau des Comptes Économiques Intégrés (TCEI);

- Travaux post synthèse (reporter les arbitrages faits lors de la synthèse au niveau détaillé) ;
- Préparation de la publication.

Difficultés rencontrées

L'élaboration des comptes nationaux nécessite la disponibilité des données sources désagrégées avec des niveaux suffisamment détaillés des informations. Pour les travaux des comptes nationaux de 2014, les principales difficultés rencontrées sont les suivantes:

- L'accès aux données statistiques dans les délais raisonnables ;
- La difficulté d'obtention des données sous un format facilement exploitable ;
- Le manque de moyens financiers pour la réalisation de certaines études thématiques ;
- L'instabilité du personnel en charge de l'élaboration des comptes nationaux ;
- L'insuffisance de moyens financiers et matériels pour la production des comptes nationaux.

C- Estimations de quelques agrégats

Loyers imputés

Selon le SCN 93, les loyers imputés désignent la partie non marchande des services de logement produits pour leur propre consommation par les propriétaires-occupants. La valeur des loyers imputés est généralement approchée avec les enquêtes QUIBB à partir de la rubrique sur les dépenses de loyer qu'auraient dû payer les ménages non locataires. L'estimation initiale a été déterminée pour l'année 2011 à partir du QUIBB 2011. Pour les campagnes suivantes, les comptes actualise cette valeur initiale. Ainsi, pour les comptes de la campagne 2014, la valeur des loyers imputés a été obtenue en appliquant l'évolution des prix des loyers entre 2013 et 2014 aux résultats des comptes de 2013.

Le calcul de la Consommation du Capital fixe de l'administration publique

La CCF est estimée, pour les administrations publiques dans leur ensemble, à partir d'une série longue (les 15 dernières années) de FBCF des administrations publiques et du déflateur du PIB. Les 15 années correspondent à la durée de vie moyenne des investissements de l'administration publique (tous produits confondus). Le déflateur du PIB est choisi comme une variable proxy du déflateur de la FBCF, ce dernier n'étant pas disponible.

La CCF est alors donnée par la quinzième somme des FBCF des 15 dernières années, réévaluées aux prix de l'année en cours. Finalement, la CCF est répartie par branche, produit et secteur des APU, proportionnellement à la somme des autres coûts.

La production du secteur informel

Pour les besoins de la comptabilité nationale, la Division des comptes nationaux et de la prévision a réalisé en 2009, une enquête légère sur quelques activités du secteur informel à Lomé afin de disposer de la structure de production des unités informelles. Les résultats de

cette enquête ont été complétés au besoin par celui de l'enquête 1-2-3 sur le secteur informel réalisée en 2001 dans la capitale.

La production des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

Les institutions sans but lucratif sont des unités légales ou sociales, créées dans le but de produire des biens ou des services, auxquelles leur statut interdit d'être une source de revenu, de profit ou d'autre gain financier pour les unités qui les créent, les contrôlent ou les financent. Le secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) se compose de syndicats, de groupements professionnels, de sociétés savantes, des associations des consommateurs, de partis politiques, des églises et congrégations religieuses (y compris celles financées mais pas contrôlées par les administrations publiques), des clubs sociaux, culturels, récréatifs et sportifs, des organismes de charité et associations de bienfaisance etc.

En vue de mesurer l'apport des ISBLSM à la création de la richesse nationale, une enquête a été réalisée en 2009 auprès de 242 ONG. La base de sondage utilisée est le répertoire de 325 ONG en activité au Togo élaborée par le PNUD en 2006. L'approche « boule de neige » a également été utilisée. L'évaluation de cette contribution passe par l'identification de ces institutions, la collecte et le traitement des données statistiques dont elles disposent.

La production des ONG est mesurée par la somme des coûts de production (consommation de biens et services, rémunération des salariés, consommation de capital fixe). Il a été supposé de plus que les dépenses liées aux projets se répartissent en dépenses de FBCF, dépenses de consommations intermédiaires et dépenses de rémunération des salariés. Ainsi, la production de chaque ONG est mesurée par la somme de ses coûts de production (y compris une estimation de la consommation de capital fixe évaluée à partir de la FBCF de l'année courante). Cette production est ensuite répartie par produit, à partir des déclarations des ONG concernant leurs domaines d'activités.

Les statistiques du commerce extérieur

Dans le souci de cerner l'ensemble des contours des flux commerciaux informels et de consolider les statistiques du commerce extérieur, la DGSCN (actuel INSEED) a réalisé au cours de l'année 2010, une enquête pilote sur les flux commerciaux transfrontaliers non enregistrés ou flux informels avec l'appui financier de la commission de l'UEMOA. Les résultats de cette enquête pilote d'une durée de deux semaines qui s'est déroulée seulement sur les corridors des frontières du Togo avec le Bénin et le Burkina Faso ont été exploités pour l'élaboration des comptes nationaux en ce qui concerne les statistiques du commerce extérieur. Les résultats sont utilisés pour les arbitrages dans la réalisation des équilibres ressources et des emplois (ERE).

Le calcul de la production de la construction

La branche « Construction » dans la nomenclature de travail des comptes nationaux du Togo comporte deux (02) produits à savoir « Travaux publics » et « Construction de bâtiments ». C'est l'ensemble de ces produits qu'on appelle communément « Bâtiments et Travaux publics » (BTP).

Pour l'évaluation de la production de la branche, la principale source utilisée est les déclarations statistiques et fiscales (DSF) des entreprises qui exercent dans la branche « Construction ». Mais l'évaluation de la formation brute de capital fixe (FBCF) en « Construction » provient de la demande de BTP des différents secteurs institutionnels. Les sources utilisées pour évaluer cette demande sont :

- Pour les administrations publiques
 - ✓ Le budget d'investissement et d'équipement (BIE) pour les données concernant l'Etat ;
 - ✓ Les DSF des administrations de sécurité sociale ;
 - ✓ Le budget des collectivités locales.
- Pour les sociétés (financières et non financières) : les DEC 2080 et les DSF.
- Pour les ménages, la demande est déterminée à partir des données de l'enquête QUIBB 2011 où le module N (DEPENSES MOINS COURANTES DE CONSOMMATION) du questionnaire comporte une rubrique intitulée « Dépenses de construction de maison au cours des 12 derniers mois ». Les dépenses évaluées sont celles des fournitures de construction (ciment, peinture, tôle en zinc, tuile, serrures, sable, chaux, fer à béton, etc.) et la main d'œuvre (services de maçon, peintre, menuisier, plombier, électricien, carreleur, charpentier, soudeur, etc.).

Par ailleurs, les dépenses d'auto construction des ménages ont été également évaluées sur la base d'hypothèses.

Il importe de noter que la production de construction pour compte propre des ménages, en l'absence d'un marché, doit être évaluée aux coûts de production. Cependant, la construction pour compte propre des ménages ne fait probablement pas intervenir l'utilisation d'équipements et de matériaux lourds et en conséquence, la valeur de la consommation de capital fixe peut être négligée. L'évaluation de la production par les coûts intègre la valeur totale du travail fourni, même s'il est fourni à titre gratuit.

Les hypothèses retenues sont donc les suivantes :

- ✓ Les dépenses d'auto construction sont essentiellement le fait des ménages ruraux ;
- ✓ Pour estimer la taille des ménages ruraux, on part de l'estimation de la population totale et de la population rurale ;
- ✓ Connaissant la taille moyenne des ménages, on divise la population rurale par cette taille pour connaître l'effectif des nouveaux ménages ;
- ✓ L'effectif des nouveaux ménages est supposé égal au nombre de nouveaux logements construits.

Ainsi, la formation brute du capital fixe en construction de bâtiment de l'informel comprend la valeur actualisée des données de l'enquête QUIBB 2011 augmentée de l'auto construction des ménages. L'actualisation des données est faite à travers l'indice harmonisé des prix à la

consommation (IHPC) des différents produits qui entrent dans la construction (ciment, peinture, tôle en zinc, tuile, serrures, sable, chaux, fer à béton, etc.).

Les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)

La valeur des SIFIM est égale à la valeur des revenus de la propriété à recevoir par les intermédiaires financiers moins les intérêts qu'ils ont à payer. Pour les sociétés financières, la valeur des SIFIM est égale aux intérêts à recevoir moins les intérêts à payer.

L'emploi

Trois grandes catégories d'emplois sont prises en considération par la comptabilité nationale. Il s'agit des salariés (déclarés ou non), les entrepreneurs individuels (patrons et travailleurs pour compte propre) et les aides familiaux⁵.

La matrice emploi 2014 est obtenue en utilisant les données de la Direction de la gestion informatique du personnel de l'État (DGIPE), de la base de déclaration des salaires de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), des déclarations statistiques et fiscales (DSF) des entreprises, du bulletin statistique de la santé, de l'annuaire statistique de l'éducation et de la structure de la matrice emploi de 2011. Cette dernière a été construite à partir des données du RGPH4 et du QUIBB 2011.

Calcul de la consommation finale des ménages

Les éléments de consommation finale des ménages sont obtenus grâce à l'exploitation des résultats de l'enquête QUIBB 2011 et de la matrice des consommations finales de l'année précédente.

⁵ Selon le SCN, on appelle aides familiaux collaborant à l'entreprise familiale, les membres d'une famille qui travaillent dans une entreprise non constituée en société sans rémunération

GLOSSAIRE

Activité principale

L'activité principale d'une unité de production est l'activité dont la valeur ajoutée est supérieure à celle de toute autre activité exercée dans l'unité (le produit de l'activité principale doit comprendre des biens et des services qui peuvent être livrés à d'autres unités, bien qu'ils puissent aussi servir à la propre consommation ou à la propre formation de capital du producteur).

Activité secondaire

Une activité secondaire est une activité exercée au sein d'une unité de production unique, en plus de son activité principale et dont le produit, comme celui de l'activité principale, doit pouvoir être livré hors de l'unité de production.

Administrations publiques (comme unités institutionnelles)

Le secteur des administrations publiques comprend des unités institutionnelles qui, en plus des tâches qu'elles assument quant à la mise en œuvre des politiques publiques et à la régulation de la vie économique, produisent pour l'essentiel des services (et parfois des biens) non marchands destinés à la consommation individuelle ou collective, et qui redistribuent le revenu et la richesse.

Administrations de sécurité sociale

Les administrations de sécurité sociale peuvent être distinguées par le fait qu'elles ont une organisation séparée des autres activités des administrations publiques, et qu'elles détiennent des actifs et des passifs séparément de ces dernières ; ce sont des unités institutionnelles distinctes parce qu'il s'agit de fonds autonomes, qu'elles ont leurs propres actifs et leurs propres passifs, et qu'elles s'engagent dans des opérations financières pour leur propre compte.

Administrations locales

Les administrations locales sont des unités institutionnelles dont le pouvoir fiscal, législatif et exécutif s'étend sur les plus petits des territoires géographiques distingués à des fins administratives et politiques.

Dans le contexte du Togo, les administrations publiques locales correspondent aux communes et aux préfectures.

Aides à l'investissement

Les aides à l'investissement sont des transferts en capital, effectués en espèces ou en nature, par des administrations publiques à d'autres unités institutionnelles résidentes ou non résidentes pour financer, en partie ou en totalité, les coûts de leurs acquisitions d'actifs fixes.

Autres transferts courants

Les autres transferts courants comprennent les primes et les indemnités nettes d'assurance-dommages, les transferts courants entre différents types de services des administrations publiques, généralement situés à des niveaux différents d'administration, ainsi qu'entre des administrations publiques nationales et des administrations publiques étrangères et d'autres transferts courants, comme ceux qui se produisent entre ménages.

Autres transferts en capital

Les autres transferts en capital comprennent tous les transferts en capital, à l'exclusion des impôts en capital et des aides à l'investissement; ils comprennent, entre autres, les annulations de dettes effectuées par accord réciproque entre créanciers et débiteurs.

Besoin/Capacité de financement

La capacité de financement est le montant net dont dispose une unité ou un secteur pour financer, directement ou indirectement, d'autres unités ou d'autres secteurs ; c'est le solde du compte de capital et il est défini comme : (l'épargne nette plus les transferts en capital à recevoir moins les transferts en capital à payer) moins (la valeur des acquisitions moins les cessions d'actifs non financiers, moins la consommation de capital fixe) ; une capacité de financement négative est également appelée "besoin de financement".

Biens

Les biens sont des objets physiques pour lesquels il existe une demande, sur lesquels des droits de propriété peuvent être établis et dont la propriété peut être transférée d'une unité institutionnelle à une autre par le biais d'une opération sur le marché ; s'il existe une demande, c'est que les biens peuvent être utilisés pour satisfaire les besoins des ménages ou de la communauté ou pour produire d'autres biens ou d'autres services.

Branche d'activité

Une branche d'activité se compose d'établissements engagés dans les mêmes types d'activité de production ou dans des types similaires ; la classification des activités productives utilisée dans le SCN93 est la troisième révision de la classification internationale type par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI Rev 3). La toute dernière révision de la CITI est la quatrième révision de la CITI (CITI Rev 4) qui est prise en compte dans le SCN 2008.

Consommation de capital fixe

La consommation de capital fixe représente la réduction de la valeur des actifs fixes utilisés dans la production au cours de la période comptable, qui résulte de la détérioration physique, de l'obsolescence normale ou des dommages accidentels normaux.

Consommation finale

La consommation finale regroupe les biens et les services utilisés par les ménages ou par la société dans son ensemble pour satisfaire leurs besoins individuels ou collectifs.

Consommation finale effective des administrations publiques

La consommation finale effective des administrations publiques est mesurée par la valeur des services de consommation collectifs (par opposition aux services de consommation individuels) fournis par les administrations publiques à la collectivité ou à d'importants sous-ensembles de la collectivité ; elle se déduit de leur dépense de consommation finale en soustrayant la valeur des transferts sociaux en nature à payer.

Consommation finale effective des ISBLSM

Il n'y a pas de consommation finale effective des ISBLSM parce que, en pratique, la plupart de leurs services sont individuels par nature et, donc, pour simplifier, tous les services des ISBLSM sont traités comme individuels, par convention (comme des transferts sociaux en nature).

Consommation finale effective des ménages

La consommation finale effective des ménages vise à mesurer la valeur des biens et des services de consommation acquis par les ménages, qu'ils aient été achetés ou transférés par des administrations publiques ou des ISBLSM, et utilisés par eux pour la satisfaction de leurs besoins ; elle se déduit de leur dépense de consommation finale en ajoutant les transferts sociaux en nature à recevoir.

Consommation intermédiaire

La consommation intermédiaire correspond à la valeur des biens et des services consommés en entrée d'un processus de production, à l'exclusion des actifs fixes dont la consommation est enregistrée comme une consommation de capital fixe ; les biens et les services peuvent être soit transformés, soit détruits par le processus de production.

Contribution à la croissance

La croissance du PIB peut être décomposée en la somme des contributions de ses différentes composantes : dépenses de consommation des ménages, des institutions sans but lucratif au service des ménages et des administrations publiques, investissement, variations de stocks et solde commercial.

Dans les cas simples, agrégats en valeur notamment, la contribution d'une composante à un agrégat (le PIB par exemple) est égale au produit du taux de croissance de cette composante par son poids dans l'agrégat à la période précédente.

Pour les volumes aux prix de l'année précédente chaînés, concept de volume selon lequel sont publiés les comptes nationaux, le calcul précédent s'applique aux comptes annuels en prenant l'évolution de la composante en volume chaîné et le poids en valeur (le cas des variations de

stocks étant toutefois particulier). Pour les comptes trimestriels, les particularités du chaînage font que le calcul précédent ne fournit qu'une approximation. Celle-ci est généralement suffisante mais les contributions calculées ainsi ne sont pas additives.

Déflateur

C'est un indicateur statistique permettant d'éliminer l'illusion inflationniste qui gonfle artificiellement la valeur des biens et services. Il est égal au rapport entre le PIB nominal et le PIB réel.

Dépense de consommation finale des administrations publiques

La dépense de consommation finale des administrations publiques consiste en la dépense, y compris la dépense imputée, consacrée par les administrations publiques à la fois à des biens et des services de consommation individuels, et à des services de consommation collectifs.

Dépense de consommation finale des ISBLSM

La dépense de consommation finale des ISBLSM comprend la dépense, y compris la dépense imputée, consacrée par les ISBLSM résidentes à des biens et des services de consommation individuels.

Dépense de consommation finale des ménages

La dépense de consommation finale des ménages est la dépense, y compris la dépense imputée, consacrée par les ménages résidents à des biens et des services de consommation individuels, y compris à ceux vendus à des prix qui ne sont pas économiquement significatifs.

Dépense finale

La dépense finale regroupe la dépense de consommation finale et la formation brute de capital fixe.

Dépense imputée

Certaines opérations qu'il est souhaitable d'inclure dans les comptes ne se réalisent pas en termes monétaires et ne peuvent donc pas être mesurées directement ; dans de tels cas, une valeur conventionnelle est imputée à la dépense correspondante (les conventions varient d'un cas à l'autre et sont décrites dans le SCN comme il convient).

Excédent d'exploitation

L'excédent d'exploitation mesure l'excédent ou le déficit issu de la production, avant que soient pris en compte les intérêts, les loyers ou les charges analogues, que l'entreprise doit payer sur les actifs financiers ou les actifs corporels non produits qu'elle a empruntés ou loués, et les intérêts, les loyers ou les recettes analogues, que l'entreprise doit recevoir sur les actifs financiers ou les actifs corporels non produits dont elle est propriétaire ; (noter que dans les entreprises non constituées en sociétés appartenant à des ménages, cette rubrique s'appelle "revenu mixte").

Exportations de biens et de services

Les exportations de biens et de services se composent des ventes, opérations de troc et dons de biens et de services par des résidents à des non-résidents ; le traitement accordé aux exportations et importations est généralement le même dans le SCN et dans les comptes de la balance des paiements comme décrit dans le Manuel de la balance des paiements.

Formation brute de capital

La formation brute de capital est mesurée par la valeur du total de la formation brute de capital fixe, des variations des stocks, et des acquisitions moins les cessions d'objets de valeur.

Formation brute de capital fixe

La formation brute de capital fixe est mesurée par la valeur totale des acquisitions, moins les cessions, d'actifs fixes au cours de la période comptable, plus certaines additions à la valeur des actifs non produits (tels que les gisements ou des améliorations majeures de la quantité, de la qualité ou de la productivité de la terre) réalisées par l'activité productive des unités institutionnelles.

Importations de biens et de services

Les importations de biens et de services se composent des ventes, opérations de troc et dons de biens et de services par des non-résidents à des résidents. Le traitement accordé aux exportations et importations est généralement le même dans le SCN et dans les comptes de la balance des paiements comme décrit dans le Manuel de la balance des paiements.

Impôt sur un produit

Par impôt sur un produit, il faut entendre un impôt dû par unité d'un bien ou d'un service donné ; il peut correspondre à un montant monétaire déterminé par unité de quantité ou être calculé sous la forme d'un pourcentage déterminé du prix unitaire ou de la valeur du bien ou du service échangé.

Impôts

Les impôts sont des paiements obligatoires, sans contrepartie, en espèces ou en nature, effectués par les unités institutionnelles à des administrations publiques ; ils sont dits "sans contrepartie" parce que les administrations ne fournissent rien en retour à l'unité individuelle qui effectue le paiement, même s'il arrive que les administrations utilisent les fonds collectés par les impôts pour fournir des biens ou des services à d'autres unités, individuellement ou collectivement ou à la communauté dans son ensemble.

Indicateur de pouvoir d'achat

Le pouvoir d'achat est la capacité d'un ménage à consommer grâce à son revenu disponible. Il fait généralement référence aux biens et services que ce ménage peut acheter dans son pays de

résidence suivant l'unité monétaire encourus. C'est la quantité de biens et services qu'une unité monétaire ou une somme donnée permet d'acquérir.

Le pouvoir d'achat du revenu - par exemple le salaire - est la quantité moyenne de biens et services que ce revenu permet d'obtenir.

Cette capacité à consommer se mesure par l'indicateur de pouvoir d'achat qui est le rapport entre l'indice du revenu et l'indice des prix.

Indice de prix

Un indice de prix est une moyenne des variations relatives des prix d'un ensemble déterminé de biens et de services entre deux périodes.

Indice de quantité

Un indice de quantité est construit à partir d'informations sur les quantités telles que le nombre ou le poids total de biens ou le nombre de services ; l'indice de quantité n'a aucune signification économique s'il repose sur l'addition de quantités non commensurables entre elles, bien qu'il soit souvent utilisé comme substitut à un indice de volume.

Institutions sans but lucratif

Les institutions sans but lucratif sont des entités juridiques ou sociales créées dans le but de produire des biens ou des services, dont le statut ne leur permet pas d'être une source de revenu, de profit ou d'autre forme de gain financier pour les unités qui les créent, les contrôlent ou les financent.

Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

Les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) comprennent les ISBL qui ne sont pas contrôlées et principalement financées par les administrations publiques et qui fournissent aux ménages des biens ou des services gratuitement ou à des prix qui ne sont pas économiquement significatifs.

Ménage

Un ménage est un petit groupe de personnes qui partagent le même logement, qui mettent en commun une partie, ou la totalité, de leur revenu et de leur patrimoine et qui consomment collectivement certains types de biens et de services, principalement de la nourriture et des services de logement.

En comptabilité nationale, les ménages sont un secteur institutionnel regroupant l'ensemble des unités institutionnelles dont la fonction économique principale est de consommer et éventuellement de produire dans le cadre des entreprises individuelles.

Les unités institutionnelles du secteur des ménages sont des personnes physiques disposant d'une autonomie de comportement en tant que consommateurs ou producteurs (entrepreneurs individuels). Leurs ressources principales sont constituées de la rémunération des facteurs de

production, des transferts des autres secteurs et de la vente de biens et services marchands par les entrepreneurs individuels.

Prix c.a.f.

Le prix c.a.f. (c'est-à-dire coût, assurance et fret) est le prix d'un bien à la frontière du pays importateur, y compris les frais d'assurance et de transport encourus jusqu'à ce point ou le prix d'un service fourni à un résident, avant paiement des éventuels droits ou autres impôts sur les importations et des marges commerciales et de transport à l'intérieur du pays. Dans le SCN93, ce concept n'est appliqué qu'aux importations détaillées.

Prix constants

Les mesures à prix constants sont obtenues en partageant directement les variations dans le temps de la valeur des flux ou des stocks de biens et de services en deux composantes reflétant les variations des prix des biens et des services concernés, et les variations de leurs volumes (c'est-à-dire les variations "à prix constants") ; le terme à prix constants renvoie généralement à des séries qui utilisent une formule de Laspeyres à base fixe.

Prix d'acquisition

Le prix d'acquisition correspond au montant payé par l'acquéreur, en excluant toute TVA déductible ou tout impôt déductible similaire, pour prendre livraison d'une unité d'un bien ou d'un service au moment et au lieu choisis par lui ; le prix d'acquisition d'un bien inclut tous les frais de transport payés séparément par l'acquéreur pour en prendre livraison au moment et au lieu requis.

Prix de base

Le prix de base est le montant que le producteur reçoit de l'acquéreur pour une unité de bien ou de service produite, diminué de tout impôt à payer et augmenté de toute subvention à recevoir, sur cette unité, du fait de sa production ou de sa vente ; il exclut tout frais de transport facturé séparément par le producteur.

Prix du marché

Le prix du marché pour les transactions est le montant de monnaie que l'acheteur paie au vendeur pour acquérir un bien lorsque cet échange s'effectue de plein gré entre deux parties indépendantes.

Prix du producteur

Le prix du producteur est le montant que le producteur reçoit de l'acheteur pour une unité de bien ou de service produite, diminué de toute TVA ou de tout impôt déductible similaire, facturé à l'acquéreur ; il exclut tout frais de transport facturé séparément par le producteur.

Prix f.a.b.

Le prix f.a.b. (franco à bord) des exportations et des importations de biens est le prix du marché déterminé en un point uniforme (la frontière douanière de l'économie exportatrice) ; il est égal au prix c.a.f. moins les frais d'assurance et les coûts de transport des biens entre la frontière douanière du pays exportateur (importateur) et celle du pays importateur (exportateur).

Production marchande

La production marchande est celle qui est vendue à des prix économiquement significatifs ou écoulee autrement sur le marché ou bien qui est destinée à être vendue ou écoulee sur le marché.

Production non marchande – autre

L'autre production non marchande est constituée de biens et de services individuels ou collectifs produits par les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) ou par les administrations publiques, et qui sont fournis gratuitement ou à des prix économiquement non significatifs, à d'autres unités institutionnelles ou à la communauté dans son ensemble ; ce type de production représente l'une des trois grandes catégories de production du SCN, les deux autres étant la production marchande et la production pour usage final propre.

Production pour usage final propre

La production pour usage final propre est constituée des biens et services qui sont retenus par les propriétaires des entreprises dans lesquelles ils sont produits, et qui sont destinés à un usage final propre à ces propriétaires.

Produit Intérieur Brut (PIB)

Le PIB correspond à l'ensemble des biens et services produits sur le territoire national quelle que soit la nationalité des producteurs.

Produit Intérieur Brut, dans l'optique de la production

Dans l'optique de la production, le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes de tous les producteurs résidents aux prix de base plus tous les impôts sur les produits diminués des subventions.

Produit Intérieur Brut, dans l'optique des dépenses

Dans l'optique des dépenses, le PIB se définit comme étant égal au total des dépenses finales aux prix d'acquisition (y compris la valeur f.a.b des exportations de biens et services) moins le total des importations des biens et des services valorisées franco à bord (f.a.b.).

Produit Intérieur Brut, dans l'optique du revenu

Dans l'optique du revenu, le PIB est égal à la rémunération des salariés, plus les impôts, moins les subventions, sur la production et les importations, plus le revenu mixte brut, plus l'excédent d'exploitation brut.

Rémunération des salariés

La rémunération des salariés est le total des rémunérations, en espèces ou en nature, que doivent verser les entreprises aux salariés en contrepartie du travail accompli par ces derniers au cours de la période comptable.

Reste du monde

Le reste du monde comprend toutes les unités institutionnelles non résidentes qui effectuent des opérations avec des unités résidentes ou qui ont d'autres relations économiques avec les unités résidentes.

Revenu mixte

Solde du compte d'exploitation pour les entreprises individuelles. Il contient deux éléments indissociables : la rémunération du travail effectué par le propriétaire et éventuellement les membres de sa famille, et son profit en tant qu'entrepreneur.

Revenus de la propriété

Revenus que reçoit le propriétaire d'un actif financier ou d'un actif corporel non produit en échange de sa mise à la disposition d'une autre unité institutionnelle. Ils comprennent principalement les dividendes versés par les sociétés, les intérêts et les loyers des terrains (les loyers des logements, actifs corporels produits, sont considérés comme le paiement d'un service).

Revenus primaires

Revenus dont disposent les unités résidentes du fait de leur participation directe à des processus de production et revenus de la propriété.

Salaires et traitements en nature au sens de la Comptabilité nationale

Biens, services ou autres avantages fournis gratuitement ou à prix réduit par les employeurs à leurs salariés et que ceux-ci peuvent utiliser à leur convenance pour satisfaire leurs besoins ou ceux des autres membres de leur ménage.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement constituent des montants qui sont versés à l'entreprise à titre définitif, généralement par des collectivités territoriales. Il n'y a donc aucune obligation de remboursement.

Secteurs Institutionnels

Les différents secteurs regroupent :

- Les sociétés non financières (SNF)
- Les sociétés financières (SF)

Les administrations publiques (APU)

- Les ménages et entrepreneurs individuels (Ménages)
- Les Institutions privées Sans But Lucratif (ISBL) au service des Ménages.

L'économie nationale comprend toutes les unités institutionnelles qui résident sur le territoire économique d'un pays, c'est-à-dire qui exercent des activités économiques sur ce territoire pendant plus d'un an. Les unités résidentes réalisent avec les unités non résidentes des opérations qui sont retracées dans le compte du reste du monde (RDM).

SCN (Système de comptabilité nationale)

Le Système de comptabilité nationale (SCN) se compose d'une série cohérente de comptes macro-économiques, de comptes de patrimoine et de tableaux articulés et coordonnés qui s'appuient sur un ensemble de concepts, définitions, nomenclatures et règles de comptabilisation approuvés au plan international.

Secteur informel

Le secteur informel peut se caractériser, d'une façon générale, comme étant constitué d'unités de production qui opèrent typiquement à petite échelle, avec un faible niveau d'organisation, avec peu ou pas de division entre le travail et le capital en tant que facteurs de production et avec l'objectif premier de créer des emplois et d'engendrer des revenus pour les personnes concernées ; pour les besoins statistiques, le secteur informel est défini en fonction des circonstances nationales comme un ensemble d'entreprises non constituées en sociétés appartenant à des ménages, qui produisent au moins quelques produits pour le marché mais qui ont soit moins d'un nombre spécifié de salariés et/ou qui ne sont pas enregistrées selon les formes spécifiques de la législation nationale ; l'enregistrement peut se référer, par exemple, à l'inscription prévue par les obligations fiscales ou des cotisations de sécurité sociale ou d'autres dispositions administratives.

Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)

Les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) sont une mesure indirecte de la valeur de services d'intermédiation financière fournis pour lesquels les intermédiaires ne recourent pas à une facturation explicite.

Subventions

Les subventions sont des paiements courants sans contrepartie que les administrations publiques, y compris les administrations publiques non résidentes, font à des entreprises sur la base du niveau de leurs activités de production ou des quantités ou des valeurs des biens et des services qu'elles produisent, vendent ou importent.

Taux de couverture

Dans le commerce extérieur, le taux de couverture des importations est le rapport entre les exportations et les importations.

Taux de croissance réel du PIB

Le taux de croissance réel du PIB est l'augmentation en volume du PIB entre deux périodes ; il donne la performance d'une économie; le rythme de création de sa richesse. Il s'obtient par le rapport entre les PIB constants de l'année n et de l'année n – 1.

Taux de pénétration

Dans le commerce extérieur, le taux de pénétration exprime le rapport entre les importations et les ressources totales.

Taux d'ouverture de l'économie

Le taux d'ouverture de l'économie est le rapport entre la moyenne des importations et des exportations d'une part, et le PIB d'autre part, pour une période donnée.

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est un impôt sur les produits collecté par étapes par les entreprises ; la TVA est un impôt de portée très large généralement conçue pour couvrir la plupart, voire la totalité, des biens et des services mais les producteurs sont obligés de verser seulement la différence entre la TVA sur leurs ventes et la TVA sur leurs achats destinés à la consommation intermédiaire ou à la formation de capital alors que la TVA n'est généralement pas facturée sur les ventes aux non-résidents (c'est-à-dire sur les exportations).

Transfert

Un transfert est une opération par laquelle une unité institutionnelle fournit un bien, un service ou un actif à une autre unité, sans recevoir en contrepartie de cette dernière un bien, un service ou un actif.

Transferts en nature

Ce sont des échanges qui existent entre les secteurs institutionnels résidents. Ils sont versés aux ménages par les APU et les ISBL.

Transferts sociaux en nature

D'une part, ils enregistrent les prestations sociales en nature, qui comprennent à la fois les prestations pour lesquelles le ménage bénéficiaire ne supporte aucune dépense, et les prestations pour lesquelles il effectue la dépense initiale avant d'être remboursé. D'autre part, ils enregistrent le transfert des biens et des services non marchands individuels, comme les services d'éducation, qui ne sont pas inclus dans les prestations sociales en nature. Dans la nomenclature des opérations de répartition, l'ensemble de ces opérations fait partie des transferts sociaux en nature.

Unité institutionnelle

Centre élémentaire de décision économique caractérisé par une unicité de comportement et une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale. Une unité résidente est dite institutionnelle dès lors qu'elle dispose d'une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale et qu'elle dispose d'une comptabilité complète, ou au moins qu'elle serait en mesure d'en établir une pertinente du point de vue économique ou juridique.

L'unité institutionnelle est la plus petite unité d'observation dans le SCN. Les unités institutionnelles sont regroupées en secteurs institutionnels.

Valeur ajoutée brute

La valeur ajoutée brute correspond à la valeur de la production diminuée de celle de la consommation intermédiaire ; elle constitue la contribution apportée au PIB par un producteur, une branche d'activité ou un secteur ; la valeur ajoutée brute est la source d'où proviennent les revenus primaires tels que les définit le SCN, et est donc reportée dans le compte de distribution primaire du revenu.